



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 18-21 novembre 2019

Distribution: générale	Point 7 de l'ordre du jour
Date: 30 octobre 2019	WFP/EB.2/2019/7-B/2/Rev.1
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Plan stratégique multipays provisoire — Caraïbes (2020-2021)

Durée	1 ^{er} janvier 2020-31 décembre 2021
Coût total pour le PAM	9 025 444 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge*	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

Les pays des Caraïbes dont traite le présent plan stratégique multipays provisoire¹ sont en grande majorité de petits États insulaires en développement, y compris des territoires d'outre-mer et trois États côtiers. Les problèmes qu'ils ont à affronter sont similaires, mais leur taille et leurs ressources varient. Il a donc fallu mettre en place une approche plurinationale souple qui permette de répondre aux besoins et aux priorités de chacun tout en collaborant avec des initiatives régionales politiques et économiques présentant des traits communs pour obtenir des résultats concluants et durables.

Les Caraïbes sont fréquemment exposées à des risques naturels – ouragans, tempêtes, inondations ou sécheresses; six pays de la région figurent parmi les 30 pays au monde les plus touchés par des catastrophes d'origine climatique². En outre, il est fort probable que la fréquence et l'intensité de ces catastrophes augmentent et s'accompagnent d'une montée du niveau des mers. L'ampleur des phénomènes futurs pourrait compromettre les progrès accomplis dans la

¹ Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, Îles Vierges britanniques, Îles Caïmanes, Curaçao, Dominique, Grenade, Guyana, Jamaïque, Montserrat, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sint Maarten, Suriname, Trinité-et-Tobago, et Îles Turques et Caïques.

² Remarque: l'indice des risques climatiques établi par German Watch ne comprend pas les données relatives aux quatre territoires britanniques d'outre-mer.

Coordonnateurs responsables:

M. M. Barreto
Directeur régional
Amérique latine et Caraïbes
courriel: miguel.barreto@wfp.org

M. R. Chapman
Responsable du Bureau
Barbade
courriel: regis.chapman@wfp.org

réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, voire remettre en cause des acquis importants du développement, tout en paralysant les capacités d'intervention nationales.

Compte tenu de la petite taille et du fort endettement de la plupart des États des Caraïbes, la coopération régionale s'impose pour gérer efficacement les risques découlant de la grande vulnérabilité de ces États face aux changements climatiques. Il est également indispensable de s'efforcer de remédier à la vulnérabilité de certains segments de la population pour que personne ne soit laissé de côté. Durant l'intervention réalisée après le passage des ouragans en 2017, le PAM a constaté que les systèmes de protection sociale offraient un point d'ancrage intéressant pour l'aide en faveur des populations sinistrées, mais qu'il était nécessaire de les renforcer en investissant dans plusieurs domaines: gestion des données, ciblage, mécanismes de livraison, coordination et financement.

Les approches régionales, telles que le mécanisme d'intervention régionale de l'Agence caraïbe pour les secours d'urgence en cas de catastrophe naturelle, offrent la possibilité de dépasser les contraintes budgétaires et techniques qui entravent l'action de l'État lorsqu'il faut faire face à une crise. Cependant, l'expérience montre qu'il existe des failles dans la coordination des capacités locales, nationales et régionales, des évaluations et des mécanismes de logistique et de distribution, entre autres. De vastes pans de la population des Caraïbes continuent d'être en proie à la pauvreté et victimes de profondes inégalités qui les exposent à l'insécurité alimentaire, à l'obésité et à d'autres formes de malnutrition. À l'issue des bilans de la situation établis après la saison des ouragans en 2017, le PAM a été plus sollicité pour participer à la gestion des catastrophes au-delà de la phase de secours. Un fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PAM a été établi pour faire face dans un premier temps à cette demande accrue et les résultats obtenus ont permis de jeter les bases du présent plan stratégique multipays provisoire. Les interventions lancées aux Bahamas après le passage de l'ouragan Dorian en 2019 montrent qu'il faut investir dans la préparation aux situations d'urgence et resserrer la coopération et les partenariats avec l'Agence caraïbe pour les secours d'urgence en cas de catastrophe naturelle ainsi qu'avec les partenaires nationaux dans les Caraïbes avant le début d'une crise.

Ce plan stratégique multipays provisoire de deux ans définit l'ensemble des éléments de la contribution du PAM aux activités prioritaires dans les Caraïbes, qui porte à la fois sur l'action humanitaire et le développement conformément à son double mandat. L'effet direct stratégique 1 du plan a pour but de transférer les capacités d'urgence classiques du PAM aux acteurs régionaux et nationaux et d'introduire des changements systémiques qui visent à faciliter l'amélioration des interventions d'urgence des acteurs locaux, contribuant ainsi à l'objectif de développement durable 17. S'il est vrai que le renforcement des capacités régionales et nationales vise à réduire la nécessité d'une intervention extérieure, le plan prévoit néanmoins une composante d'intervention en cas de crise pour assurer l'apport d'une assistance alimentaire directe aux populations touchées (effet direct stratégique 2 – objectif de développement durable 2) et la fourniture de services (effet direct stratégique 3 – objectif de développement durable 17) destinés à améliorer comme il convient l'intervention humanitaire dans son ensemble. Cette composante tiendra compte de la prépondérance accordée dans le plan au renforcement des capacités et, le cas échéant, les opérations d'urgence seront intégrées aux structures d'intervention locales et régionales afin de mieux contribuer aux activités d'assistance technique prévues au titre de l'effet direct stratégique 1, comme cela a été le cas aux Bahamas.

Le calendrier du présent plan stratégique multipays provisoire cadre avec celui du Plan-cadre plurinational des Nations Unies pour le développement durable établi pour les Caraïbes. Le PAM contribuera à trois des quatre domaines prioritaires du plan-cadre, à savoir: priorité 1: une communauté caraïbe inclusive, équitable et prospère; priorité 2: une communauté caraïbe en bonne santé; et priorité 4: une communauté caraïbe durable et résiliente. Le plan stratégique multipays provisoire du PAM est également conforme aux Modalités d'action accélérées des petits

États insulaires en développement, à la politique et au plan d'action régionaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle de la Communauté des Caraïbes, au mécanisme régional d'intervention de l'Agence caraïbe pour les secours d'urgence en cas de catastrophe naturelle, et aux plans nationaux de développement, notamment du fait qu'ils sont redéfinis à des fins de cohérence avec les objectifs de développement durable. Bien que les effets directs communs aient été élaborés pour définir les activités du PAM dans plusieurs pays, comme c'est le cas pour le Plan-cadre des Nations Unies, les effets directs du présent plan s'appliqueront aux pays individuellement.

Projet de décision*

Le Conseil:

- i) approuve le plan stratégique multipays provisoire pour les Caraïbes (2020-2021) (WFP/EB.2/2019/7-B/2/Rev.1) pour un coût total pour le PAM de 9 025 444 dollars É.-U.; et
- ii) prenant acte de la note liminaire qui figure au document WFP/EB.2/2019/7-B/2/Rev.1, décide que, s'agissant des dispositions du Règlement général et du Règlement financier du PAM qui s'appliquent à la mise en œuvre du plan stratégique multipays provisoire pour les Caraïbes (2020-2021), l'expression "Plan stratégique de pays provisoire" se réfère au plan stratégique multipays provisoire pour les Caraïbes (2020-2021) et que par le terme "pays", il faut entendre les différents pays couverts par le plan stratégique multipays provisoire pour les Caraïbes.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

Note liminaire

Comme indiqué dans le document intitulé "Point sur la feuille de route intégrée"³ de 2018, il est envisagé de recourir à des plans stratégiques multipays dans des situations où le PAM travaille sur des thèmes communs à un certain nombre de petits pays sans qu'aucun PSP ou PSPP ait été mis en œuvre dans lesdits pays. Dans ces cas, le plan stratégique multipays couvre plusieurs pays; il est considéré comme un plan unique s'appliquant à tous les pays où le PAM envisage de le mettre en œuvre et il est approuvé comme tel. Un seul document de programme (comprenant un seul budget de portefeuille de pays) sera donc présenté au Conseil d'administration pour approbation, après quoi il sera mis en œuvre suivant les mêmes modalités que les autres PSP. Comme la responsabilité du suivi et des rapports sur les progrès accomplis pour atteindre les cibles des ODD au niveau national incombe aux gouvernements nationaux, les effets directs stratégiques du plan stratégique multipays seront mis en œuvre de manière à tenir compte de la conjoncture dans chacun des pays relevant du plan stratégique multipays, et certains effets directs stratégiques pourraient ne s'appliquer qu'à un groupe restreint des pays couverts par le plan stratégique multipays.

Étant donné que la feuille de route intégrée prévoit qu'un PSP ou un PSPP est un document propre à un seul pays, et que le Règlement général et le Règlement financier du PAM (tels que modifiés par le Conseil d'administration en novembre 2018)⁴ font usage des termes "plan stratégique de pays" et "pays" mais ne font pas référence à des plans stratégiques multipays ni à des groupes de pays, le Conseil d'administration devra autoriser, pour permettre la mise en œuvre du présent plan stratégique multipays provisoire, que le Règlement général, le Règlement financier et l'annexe relative aux pouvoirs délégués par le Conseil au Directeur exécutif soient interprétés de manière à ce que l'expression "plan stratégique de pays" se réfère au "plan stratégique multipays provisoire pour les Caraïbes" et le terme "pays" soit entendu comme se référant aux différents pays couverts par le plan stratégique multipays provisoire pour les Caraïbes.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte multipays

1. Les États indépendants et territoires d'outre-mer qui font l'objet du présent plan stratégique multipays provisoire (PSMPP) pour les Caraïbes⁵ – en même temps que les initiatives économiques et politiques régionales présentant des traits communs – abritent 6,9 millions de personnes et couvrent une superficie maritime de 2 754 000 km², qui s'étend des Bahamas au Nord au Suriname en Amérique du Sud et au Belize en Amérique centrale. À l'exception du Belize, du Guyana et du Suriname, qui se situent sur le continent, tous les pays et territoires dont traite ce PSMPP sont des petits États insulaires en développement (PEID) ou des petits territoires insulaires d'outre-mer. Cependant, leurs caractéristiques démographiques sont très variables. Ainsi, la population varie de 31 000 habitants dans les Îles Vierges britanniques à 2,9 millions en Jamaïque, alors que la densité de population va de 4 habitants par kilomètre carré dans les pays continentaux du Suriname et du Guyana, à 664 et 1 209 habitants au kilomètre carré respectivement à la Barbade et à Sint Maarten. La population des Bermudes, des Îles Caïmanes et de Sint Maarten est exclusivement urbaine, alors que seuls 19 pour cent de la population de Sainte-Lucie et 25 pour cent de celle d'Antigua-et-Barbuda vivent en milieu urbain.

³ WFP/EB.2/2018/5-A/1, paragraphes 48 à 52.

⁴ WFP/EB.2/2018/5-A/1.

⁵ Le présent PSMPP comprend les pays visés par le Plan-cadre plurinational des Nations Unies pour le développement durable établi pour les Caraïbes pour 2017-2021, ainsi que tous les membres et membres associés de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), à l'exception de Haïti, qui est couvert par un plan stratégique de pays spécifique.

2. Bien que les pays et les territoires des Caraïbes dont traite le présent PSMPP aient enregistré des progrès notables dans le domaine de l'équité entre les sexes, les femmes participent moins à la vie active et sont davantage exposées au chômage que les hommes, alors qu'elles ont un niveau d'instruction plus élevé⁶. L'inégalité des revenus, qui est généralement forte dans la région, est cependant variable puisqu'elle va de 21,9 pour cent à Trinité-et-Tobago à 37,9 pour cent au Belize⁷. Selon l'indice d'inégalité de genre, les pays des Caraïbes se situent entre le 60^{ème} (Barbade) et le 120^{ème} rang (Guyana)⁸. Les taux de violence sexiste et de grossesses chez les adolescentes sont également élevés dans la région: 13 pour cent des enfants sont nés de mères âgées de 18 ans ou moins⁹. S'agissant de la représentation des femmes au Parlement, la Grenade se place au sixième rang mondial, 46,7 pour cent des sièges à la chambre basse et 30,8 pour cent des sièges à la chambre haute étant détenus par des femmes; inversement, le Belize se situe au 169^{ème} rang, avec 9,4 pour cent et 15,4 pour cent respectivement¹⁰. L'espérance de vie à la naissance diffère également, les hommes et les femmes des Bermudes vivant respectivement 14 et 16 années de plus que leurs semblables au Guyana.
3. Le profil de la pauvreté diffère d'un État des Caraïbes à l'autre et la vulnérabilité est de nature intersectionnelle. La pauvreté est plus répandue chez les femmes et les ménages dirigés par une femme, en particulier dans les foyers multigénérationnels. Le fait que les femmes aient la responsabilité des soins aux enfants et aux personnes âgées accentue les inégalités en matière d'emploi lorsqu'elles cherchent à concilier vie familiale et vie professionnelle. Dans certains pays comme la Dominique, le Belize et le Guyana, les communautés autochtones sont parmi les plus marginalisées. En Dominique, par exemple, la pauvreté touche aussi bien les hommes que les femmes dans les communautés Kalinagos.
4. La pauvreté et le chômage sont plus élevés chez les jeunes de moins de 30 ans que dans les autres groupes d'âge productifs. Un tiers (32,7 pour cent) des enfants (0-14 ans) dans 11 pays des Caraïbes orientales connaissent la pauvreté, soit une proportion supérieure au taux de pauvreté des adultes estimé à environ 20 pour cent. Quarante-six pour cent des enfants pauvres vivaient dans des ménages composés de quatre enfants ou plus¹¹. Les jeunes de 15 à 24 ans présentent un taux de chômage plus élevé que les autres groupes d'âge productifs. En 2013, le chômage des jeunes dans les Caraïbes a atteint 26 pour cent, et il était près de trois fois supérieur à celui des plus de 30 ans aux Bahamas, à la Barbade et en Jamaïque, par exemple¹². Les jeunes hommes sont plus souvent en situation d'insuffisance professionnelle et d'abandon scolaire que les jeunes femmes, et on observe une augmentation du nombre de jeunes de sexe masculin non scolarisés et sans emploi ni

⁶ Baksh *et al.* 2016. *Country Gender Assessments Synthesis Report*. https://www.caribank.org/sites/default/files/publication-resources/SynthesisReport_CountryGenderAssessment.pdf.

⁷ Programme des Nations Unies pour le développement. *Human Development Reports*. 2018. <http://hdr.undp.org/en/composite/IHDI>. Selon l'indice des inégalités d'Atkinson, plus le pourcentage est élevé, plus la répartition des revenus d'un pays est inégale. Cet indicateur sert à ajuster les scores de l'indice du développement humain en fonction de l'impact négatif des inégalités de revenus

⁸ Development Initiatives. 2018. *Global Nutrition Report, 2018*. <https://globalnutritionreport.org/reports/global-nutrition-report-2018/>.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Union interparlementaire. Page web "Les femmes dans les parlements nationaux". <http://archive.ipu.org/wmn-f/classif.htm>.

¹¹ Commission de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO) et UNICEF. 2017. *Child Poverty in the Eastern Caribbean Area, Final Report*. Castries, Sainte-Lucie: Commission de l'OECO et UNICEF. Ce rapport ne contient pas de données ventilées par sexe.

¹² Joyce Wong et Uma Ramakrishnan. 2017. *Crime and Youth Unemployment in the Caribbean*. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2017/11/13/na111417-crime-and-youth-unemployment-in-the-caribbean>.

- formation¹³. Dans sept pays des Caraïbes orientales, les garçons sont deux fois plus susceptibles que les filles de redoubler ou d'abandonner l'école primaire ou l'enseignement secondaire¹⁴. Les mères adolescentes se heurtent souvent à des obstacles les empêchant de retourner à l'école, ce qui les enferme davantage dans un cercle vicieux de pauvreté.
5. Parallèlement, les Caraïbes se caractérisent par une société vieillissante, qui compte environ 13 pour cent de personnes âgées de 60 ans et plus. Les régimes de pension contributifs diffèrent selon les pays, le degré de couverture étant de 80 pour cent au Guyana et de 22 pour cent à Sainte-Lucie, et le taux d'activité de la population âgée reflète la couverture des retraites. Dans ce groupe d'âge, l'inégalité entre les sexes persiste, puisque les hommes plus âgés sont plus nombreux sur le marché du travail et gagnent plus que les femmes¹⁵.
 6. Les plus graves menaces pesant sur la région sont les changements climatiques et les catastrophes naturelles. Les PEID accusent de manière disproportionnée l'impact de ces phénomènes et les prévisions de pertes annuelles représentent près de 20 pour cent de l'ensemble des dépenses sociales, contre 1,2 pour cent en Amérique du Nord et moins de 1 pour cent en Europe et en Asie centrale¹⁶. Dans les Caraïbes, les dégâts causés par des catastrophes comme les ouragans, les tempêtes, les inondations et les sécheresses se sont montés à 8,6 milliards de dollars entre 1996 et 2015. Durant cette période, 5 des 18 membres¹⁷ de l'Agence caraïbe pour les secours d'urgence en cas de catastrophe naturelle (CDEMA) se trouvaient parmi les 30 pays et territoires les plus touchés au monde par des catastrophes liées au climat, alors même que l'indice des risques climatiques établi par Germanwatch ne donne pas d'information sur les quatre membres de la CDEMA qui sont des territoires d'outre-mer du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord. Porto Rico et la République dominicaine, qui ne font pas partie de la CDEMA, figurent également parmi les 30 pays les plus touchés, ce qui est révélateur de la vulnérabilité globale des Caraïbes, laquelle s'est accentuée au fil du temps, selon l'indice des risques climatiques; Porto Rico et la Dominique, qui ont tous deux été frappés par l'ouragan María, étaient classés parmi les trois lieux au monde les plus touchés par des phénomènes climatiques destructeurs en 2017. Cette année-là, le montant estimatif des dommages et des pertes en Dominique a dépassé 200 pour cent du produit intérieur brut (PIB) annuel¹⁸ du pays.
 7. Cette vulnérabilité persistante face à des risques climatiques accrus est susceptible d'influencer les tendances migratoires. En effet, les Caraïbes sont une région d'émigration nette, dont le taux a toujours été plus élevé que celui de l'Amérique latine en général¹⁹. C'est au Guyana et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines que les taux d'émigration sont les plus forts: au Guyana, la population ayant émigré représente 58,2 pour cent de la population résidente et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, 55,5 pour cent. La majorité des émigrants des Caraïbes

¹³ CARICOM. 2010. *Report of the CARICOM Commission on Youth Development*. <https://caricom.org/store/eye-on-the-future-investing-in-youth-now-for-tomorrows-community>.

¹⁴ Knight Verna, Ogunkola Babalola, Cura Daniela, Valencia Daniela et Vago, Lujan. *Out-of-School Children Study in the Eastern Caribbean – Final Report*. 2017. 132 p.

¹⁵ Nekehia T. Quashie, Francis Jones, Lydia Rosa Gény et Abdullahi Abdulkadri 2018. *Population Ageing and Sustainable Development in the Caribbean: Where are we 15 years post MIPAA?* dans *International Journal on Ageing in Developing Countries*, 2018, 2 (2): 128-148 <https://www.inia.org/mt/wp-content/uploads/2018/07/2.2-7-Quashie-FINAL.pdf>.

¹⁶ Weekes, C. et Bello, O. D. 2019. "Mainstreaming disaster risk management strategies in development instruments (II): Policy briefs for Barbados, Guyana, Saint Lucia, Suriname, and Trinidad and Tobago" dans *Studies and Perspectives Series – ECLAC Subregional Headquarters for the Caribbean*, No. 75. <https://www.cepal.org/en/publications/44472-mainstreaming-disaster-risk-management-strategies-development-instruments-ii>.

¹⁷ Bahamas, Belize, Dominique, Grenade et Haïti.

¹⁸ Banque mondiale. *The World Bank in the Caribbean*. <https://www.worldbank.org/en/country/caribbean/overview>.

¹⁹ Organisation internationale pour les migrations. 2017. *Migration in the Caribbean: Current trends, opportunities and challenges*. <https://reliefweb.int/report/haiti/migration-caribbean-current-trends-opportunities-and-challenges>.

sont des femmes actives. La dépendance économique à l'égard des envois de fonds est forte, puisque ceux-ci représentent 15 pour cent du PIB de la Jamaïque et 11 pour cent de celui du Guyana. Les États-Unis sont la principale destination des émigrants des Caraïbes mais il existe aussi une migration intrarégionale qui s'explique par des facteurs tels que les perspectives économiques, la violence et, de plus en plus, les effets des aléas naturels²⁰. En cas de variation de ces flux migratoires, notamment ceux liés aux phénomènes météorologiques graves, les capacités des programmes de protection sociale des pays d'accueil risquent de se trouver débordées. En outre, la situation s'est compliquée avec l'arrivée de 150 000 émigrants vénézuéliens, essentiellement à Trinité-et-Tobago, au Guyana et à Curaçao.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

8. Grâce à leur action, les Caraïbes progressent régulièrement vers la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 2: ainsi, la prévalence de la sous-alimentation est passée d'une moyenne de 23,4 pour cent entre 2004 et 2006 à une moyenne de 17,2 pour cent entre 2015 et 2017²¹. Néanmoins, pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, une collaboration intersectorielle s'impose pour venir à bout de l'insécurité alimentaire due à des vulnérabilités chroniques et à l'impact grandissant des risques naturels.
9. *Accès à l'alimentation (cible 1 de l'ODD 2)*. Les pays de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) ont progressé dans la lutte contre la dénutrition, et la Barbade, le Guyana et Saint-Vincent-et-les-Grenadines ont atteint les cibles des objectifs du Millénaire pour le développement relatives à l'insuffisance pondérale²². Les taux de sous-alimentation sont généralement inférieurs à 10 pour cent²³, même si la prévalence est plus forte aux Bahamas (10 pour cent), à Sainte-Lucie (17 pour cent), à la Grenade (25,5 pour cent) et à Antigua-et-Barbuda (26,7 pour cent)²⁴. Selon la politique régionale de la CARICOM en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et son plan d'action régional pour 2012-2026, l'accès insuffisant à la nourriture et le manque de variété de l'alimentation constituent les principales causes immédiates de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, surtout parmi les groupes vulnérables²⁵.
10. *Mettre fin à toutes les formes de malnutrition (cible 2 de l'ODD 2)*. Malgré le manque de données ventilées sur la malnutrition infantile, il est établi que 3,2 pour cent des enfants de moins de

²⁰ Au vu des tendances migratoires, Antigua-et-Barbuda, le Belize et Trinité-et-Tobago sont des expéditeurs nets de fonds.

²¹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds international de développement agricole (FIDA), Organisation mondiale de la Santé (OMS), PAM et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). 2018. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, 2018. Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition*. <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000074344/download/>. L'indicateur utilisé pour rendre compte de la prévalence de la sous-alimentation est une estimation du pourcentage de personnes dont la consommation alimentaire habituelle est insuffisante pour apporter l'énergie requise pour mener une vie normale, active et saine. Les besoins énergétiques sont ajustés en fonction du sexe, de l'âge et de l'activité physique.

²² FAO. 2015. *State of Food Insecurity in the CARICOM Caribbean. Meeting the 2015 hunger targets: Taking stock of uneven progress*. <http://www.fao.org/3/a-i5131e.pdf>.

²³ FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2018. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, 2018. Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition*. <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000074344/download/>.

²⁴ FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2017. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, 2017. Renforcer la résilience pour favoriser la paix et la sécurité alimentaire*. <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000022420/download/>.

²⁵ Dans les Caraïbes, la vulnérabilité est généralement liée à la pauvreté; toutefois, étant donné la prévalence persistante des inégalités, les femmes (notamment les femmes enceintes ou allaitantes), les enfants, les personnes âgées, les petits exploitants, les pêcheurs et les populations autochtones tendent à former le noyau des populations vulnérables. Lorsque ce document vise un groupe différent, il le précise.

5 ans de la région des Caraïbes présentent une insuffisance pondérale. La tendance dans la région est à la baisse et si les taux sont modestes par rapport au reste du monde, ils restent cependant supérieurs à ceux de l'Amérique latine en général²⁶. La malnutrition infantile chronique aux Caraïbes suit la tendance à la baisse que connaît l'Amérique du Sud depuis les vingt dernières années²⁷. L'obésité et le surpoids constituent cependant un problème important, de même que le fardeau croissant des maladies non transmissibles. La prévalence du surpoids chez les enfants de moins de 5 ans a augmenté plus rapidement qu'en Amérique du Sud et en Amérique centrale, passant de 4,4 pour cent en 1990 à 7,2 pour cent en 2017²⁸. Plus inquiétant encore, les problèmes de surpoids et d'obésité sont de nature à perdurer avec l'âge, et aux Caraïbes, ils atteignent des proportions épidémiques à l'âge adulte. Ainsi, le risque pour les femmes de souffrir d'obésité est deux fois supérieur à celui des hommes et cette disparité a des répercussions sur la santé, notamment la hausse des maladies non transmissibles liées à la nutrition, qui sont désormais responsables de 60 pour cent de la mortalité dans les pays et territoires insulaires des Caraïbes; la Barbade, Trinité-et-Tobago, la Dominique et la Jamaïque sont parmi les 14 pays du monde où la prévalence de l'obésité féminine est la plus forte²⁹. Enfin, en 2016, le taux d'anémie des femmes en âge de procréer oscillait entre 21,6 pour cent (à la Barbade) et 24,8 pour cent (à Saint-Vincent-et-les-Grenadines), et correspondait à une augmentation moyenne d'un peu moins de 1 pour cent pour la plupart des pays de la région depuis 2012.

11. *Doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs vivriers (cible 3 de l'ODD 2).* La pauvreté et l'accès insuffisant à la nourriture, plutôt que le manque de disponibilité des aliments, sont parmi les principaux facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire dans les Caraïbes. Pourtant, l'activité économique s'étant réorientée vers les services, le secteur de l'agriculture a été relativement négligé et les pays sont devenus fortement tributaires des importations de denrées alimentaires. Les ressources et les fonds publics qui lui sont consacrés étant insuffisants, l'agriculture constitue presque toujours, dans les îles des Caraïbes, une activité économique marginale pratiquée sur de petites exploitations et représentant moins de 10 pour cent du PIB, contre 30 pour cent en moyenne dans les pays en développement. Malgré cela, plus de 60 pour cent de la population vivent en milieu rural, et parmi les membres de la CARICOM, près d'un cinquième de la population pratique l'agriculture, à l'exception des Bahamas (2,3 pour cent), de la Barbade (2,5 pour cent), de Trinité-et-Tobago (6,2 pour cent), et de Haïti (57,7 pour cent). Les femmes ne représentent qu'une proportion très faible de la main-d'œuvre agricole, soit 5,9 pour cent, alors que dans les pays en développement cette proportion s'établit en moyenne à 43 pour cent. Cette situation est représentative de la répartition traditionnelle des rôles entre les femmes et les hommes qui contribue aux inégalités systémiques, comme l'accès inégal à la terre et au crédit et la contribution disproportionnée des femmes à l'agriculture vivrière, qui n'est captée par les statistiques officielles³⁰, mais elle est aussi révélatrice de l'importance du

²⁶ FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2018. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, 2018. Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition.* <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000074344/download/>.

²⁷ FAO, Organisation panaméricaine de la santé et OMS. 2017. *Panorama of Food and Nutrition Security in Latin America and the Caribbean.* <http://www.fao.org/3/a-i7914e.pdf>.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ Healthy Caribbean Coalition. 2017. *NCDs in the Caribbean.* <https://www.healthycaribbean.org/ncds-in-the-caribbean/>.

³⁰ Baksh et al. 2016. *Country Gender Assessments Synthesis Report.* https://www.caribank.org/sites/default/files/publication-resources/SynthesisReport_CountryGenderAssessment.pdf.

secteur tertiaire dans les économies de l'ensemble de la région et de sa dépendance à l'égard de la main-d'œuvre féminine³¹.

12. *Systèmes alimentaires durables*: Avec une population généralement peu nombreuse et une économie fondée sur les services, les PEID membres de la CARICOM importent en moyenne 71 pour cent des denrées alimentaires nécessaires à leur consommation intérieure³². Les coûts élevés de transport et d'importation sont responsables de la cherté des produits alimentaires, mais une telle dépendance à l'égard des importations rend aussi la région plus sensible aux turbulences des marchés externes de denrées alimentaires et au risque de voir ses revenus se dégrader lorsque la croissance économique mondiale diminue. Les effets des changements climatiques, notamment l'intensité et la fréquence accrues des chocs liés au climat dont les dégâts sont estimés à des milliards de dollars, sont encore plus préoccupants. Conjugués à la pauvreté et aux inégalités existantes, les phénomènes tels que les ouragans, les tempêtes tropicales, les inondations et les sécheresses menacent le secteur agricole et provoquent une situation immédiate d'insécurité alimentaire, entraînant une vulnérabilité et des risques accrus de malnutrition parmi les populations sinistrées. Les femmes sont particulièrement touchées en raison des rôles traditionnels qui leur sont attribués.

Contexte macroéconomique

13. Au cours des dernières décennies, la croissance économique des pays et territoires des Caraïbes a été généralement faible. Ils ont pris du retard sur les pays en développement depuis 1970 et sur les pays les moins avancés depuis 1980; toutefois, tous les pays et territoires faisant l'objet du présent PSMPP sont classés dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ou à revenu élevé. Ce statut peut cependant masquer des inégalités. En moyenne, 21 pour cent de la population vivent en deçà du seuil de pauvreté. Dans 11 des 18 États participants de la CDEMA, cette proportion est même plus élevée. La pauvreté, le creusement des inégalités de revenus, le chômage et les inégalités systémiques entre les sexes touchent les groupes vulnérables marginalisés de manière disproportionnée.
14. Compte tenu de l'évolution de l'économie mondiale et de la vulnérabilité de la région face aux chocs exogènes, comme on a pu le constater avec l'impact des fluctuations des prix du pétrole, de la crise de la dette régionale dans les années 1980 et de la crise financière mondiale en 2008, les petites économies de la région ne sont pas en mesure de soutenir la concurrence à l'échelle mondiale dans la plupart des activités traditionnelles commerciales et génératrices de revenus. Entre 2013 et 2017, la croissance annuelle de ces économies se situait entre 1,9 pour cent et 1,1 pour cent. Les pays producteurs de biens tels que le Belize, le Suriname et Trinité-et-Tobago ont dû faire face à une contraction importante de leur économie après la chute des cours du pétrole et d'autres denrées en 2016, et les pays fournisseurs de services ont enregistré une croissance atone en raison d'un déclin du tourisme³³.
15. Le poids de la dette est également très élevé dans la région et empêche les gouvernements d'investir comme il faudrait dans les activités de développement prioritaires: en moyenne,

³¹ Wiltshire, R. 2015. *Towards a Caribbean Multi-Country Assessment (CMCA) – a base document for stakeholder and partner consultations*. https://caribbeanmigration.org/sites/default/files/repository/towards_a_caribbean_multi-country_assessment.pdf.

³² FAOSTAT, 2017. <http://www.fao.org/faostat/fr/#home>. La proportion dépasse 80 pour cent pour Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade, Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Trinité-et-Tobago.

³³ S. McLean et al. 2019. "Economic Survey of the Caribbean 2018" in *Studies and Perspectives Series – ECLAC Subregional Headquarters for the Caribbean*, No. 77. <https://www.cepal.org/en/publications/44478-economic-survey-caribbean-2018>.

27,4 pour cent des recettes ont été consacrés au service de la dette en 2017³⁴. Les Caraïbes ont le ratio de l'endettement rapporté au PIB le plus élevé au monde, 12 pays dépassant le seuil critique accepté de 60 pour cent³⁵. Le coût des opérations de redressement après une catastrophe a aussi contribué à gonfler la dette³⁶. Si l'on ne fait rien, les tendances de croissance faible et d'endettement élevé continueront fatalement de saper les acquis du développement, aggravant ainsi la vulnérabilité et les inégalités. Les mesures budgétaires prises depuis la crise financière de 2008 ont essentiellement consisté à augmenter la taxe sur la valeur ajoutée sur les produits alimentaires de base, à imposer un gel des salaires dans le secteur public et à opérer des coupes dans les programmes de santé, d'éducation et de protection sociale. De telles mesures ont des répercussions négatives plus graves sur les ménages pauvres, et partant, sur les femmes, puisque les ménages dirigés par une femme sont généralement plus pauvres que ceux ayant un homme à leur tête³⁷.

Principaux liens intersectoriels

16. *ODD 1, 8 et 10.* Comme l'accès économique est l'un des éléments déterminants de l'insécurité alimentaire dans les pays et les territoires des Caraïbes tributaires des importations, un travail décent et une croissance économique profitant équitablement aux femmes et aux hommes, conjugués à des stratégies de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la répartition des revenus sont autant de conditions indispensables pour atteindre l'ODD 2. Grâce à leurs programmes de protection sociale et à leurs politiques économiques solides, les pays des Caraïbes ont accompli des progrès qui leur ont permis d'accéder au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ou à revenu élevé, mais il leur faut faire davantage, au moyen de programmes inclusifs et équitables, pour lutter contre la persistance de la pauvreté et l'inégalité économique.
17. *ODD 3 et 4.* L'éducation et la santé sont des secteurs importants étant donné la prévalence et l'impact du surpoids et de l'obésité, notamment chez les enfants âgés de 3 à 11 ans qui abordent les cycles d'enseignement préscolaire et de base. Des programmes d'enseignement de bonne qualité encouragent des styles de vie sains et ouvrent des perspectives d'emploi, contribuant ainsi à diversifier l'alimentation et, au bout du compte, à réduire l'incidence des maladies non transmissibles.
18. *ODD 7, 9 et 13.* Pour préserver les acquis du développement et en tirer parti, un renforcement des capacités de résilience s'impose, notamment pour les populations les plus exposées aux risques climatiques et autres catastrophes. Il faudrait pour cela autonomiser les femmes, les jeunes et les personnes handicapées, conformément aux principes du Cadre d'action de Sendai. Pour contribuer à réduire l'impact des chocs futurs, il faudra investir dans des programmes d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques et dans les énergies propres et fiables, de même que dans des programmes de réduction des risques de catastrophe soucieux de l'égalité des sexes et dans une infrastructure résiliente. Il est capital que des protocoles d'intervention nationaux modulables s'inscrivent dans des programmes de protection sociale qui tiennent compte des vulnérabilités antérieures à la catastrophe pour fournir une assistance sensible aux problèmes des femmes et faire en sorte que personne ne soit laissé de côté.
19. *ODD 5.* Les Caraïbes ont accompli des progrès au regard de l'égalité des sexes mais les résultats sont inégaux: les violences sexistes persistent et les risques naturels continuent

³⁴ *Ibid.*

³⁵ *Ibid.*

³⁶ Wiltshire, R. 2015. *Towards a Caribbean Multi-Country Assessment (CMCA) – a base document for stakeholder and partner consultations.* https://caribbeanmigration.org/sites/default/files/repository/towards_a_caribbean_multi-country_assessment.pdf.

³⁷ Baksh et al. 2016. *Country Gender Assessments Synthesis Report.* https://www.caribank.org/sites/default/files/publication-resources/SynthesisReport_CountryGenderAssessment.pdf.

d'avoir des conséquences différentes pour les femmes, les hommes, les garçons et les filles. L'émancipation économique des femmes est également variable: hormis à Antigua-et-Barbuda, en proportion, les femmes participent moins que les hommes à la vie active. Elles ont un taux de chômage plus fort que celui des hommes et elles gagnent moins qu'eux, notamment pour des emplois qualifiés dans les domaines de l'agriculture, de la pêche et de l'artisanat et autres activités connexes^{38,39}. L'égalité entre les sexes étant une question transversale, il est indispensable de mettre en place des programmes inclusifs et équitables pour faire face aux différents besoins de la population, qu'il s'agisse de réduire les inégalités ou de différencier les services de santé et les programmes de protection sociale pour répondre aux besoins chroniques ou provoqués par des crises.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

20. Comme les phénomènes climatiques sont parmi les plus graves menaces qui pèsent sur les Caraïbes, les déficiences des programmes de réduction des risques de catastrophe mettent en péril la sécurité alimentaire et la réalisation des objectifs plus vastes de développement dans la région. Bien qu'ils fonctionnent, les systèmes de protection sociale de nombreux pays ne parviennent pas à satisfaire les besoins des personnes les plus vulnérables au plan socioéconomique. Les résultats des études menées par le PAM et le cabinet de consultants Oxford Policy Management au Belize, en Dominique, au Guyana, en Jamaïque et à Sainte-Lucie ainsi que la perception de la collaboration du PAM dans les Îles Vierges britanniques, les analyses effectuées par la Banque mondiale et d'autres évaluations montrent que les systèmes de protection sociale qui s'adaptent mieux aux changements climatiques ou qui sont réactifs face aux chocs peuvent permettre de gagner du temps et d'économiser des ressources financières durant les interventions d'urgence et, plus important encore, de mieux répondre à l'évolution des besoins des personnes vulnérables avec la mise en place d'activités visant à améliorer la planification et la préparation.
21. Les fonds publics disponibles étant limités, il est indispensable de disposer de données probantes solides pour montrer la rentabilité de l'investissement que le renforcement des systèmes de protection sociale peut produire. Or, dans toutes les Caraïbes, il est difficile de collecter les données qui permettront de renforcer les bases de données factuelles existantes et de guider l'élaboration des cadres d'action et des dispositifs réglementaires, ainsi que la conception et la mise en œuvre des programmes de protection sociale et de gestion des catastrophes. Il faut faire davantage pour rationaliser, consolider et améliorer l'analyse des données existantes et remédier au manque de données.
22. Le poids de la dette des États et territoires insulaires des Caraïbes étant parmi les plus élevés au monde, les ressources financières et les capacités dont ils disposent pour gérer individuellement leurs interventions d'urgence sont limitées. S'il est vrai que les stratégies régionales telles que le mécanisme d'intervention régionale de la CDEMA⁴⁰ offrent la possibilité de surmonter ces contraintes, un examen en temps réel mené par la CDEMA à propos de l'intervention régionale mise en œuvre après le passage des ouragans Irma et María a cependant mis en évidence des failles au niveau de la coordination – y compris dans la participation de la communauté internationale au mécanisme d'intervention régionale –, des capacités, des évaluations et des dispositifs de logistique et de distribution aux échelons local, national et régional. Un bilan des enseignements dressé par le PAM a également montré que pour pouvoir compter sur une coordination régionale efficace, il fallait renforcer

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Gouvernement de la Dominique. 2017. *Post-Disaster Needs Assessment: Hurricane Maria, September 18, 2017*. <https://www.gfdrr.org/sites/default/files/publication/dominica-pdna-maria.pdf>.

⁴⁰ CDEMA. 2017. *Rapid Review of the Regional Response in the Hurricanes Irma and Maria Events*. https://www.cdema.org/Rapid_Review_of_the_Regional_Response_-_Irma_and_Maria_Events_2017_Final.pdf.

les capacités des autorités régionales et nationales des Caraïbes en matière de sécurité alimentaire et de gestion des risques de catastrophe, notamment les évaluations des situations d'urgence, la définition des besoins prioritaires, le suivi des cargaisons humanitaires, la conception et la planification des distributions des secours, les télécommunications et la coordination des acteurs humanitaires. L'expérience récente montre que les dispositifs de logistique et de distribution existants gênent l'acheminement rapide d'une aide suffisante aux populations sinistrées. Il est nécessaire de continuer à investir dans la coordination systématique des activités civiles et militaires, à recenser les actifs civils et militaires, à entreposer et à prépositionner les denrées qui pourraient être utilisées sur-le-champ si une crise venait à toucher plusieurs pays.

23. Bien qu'ils soient classés parmi les pays à revenu intermédiaire ou élevé, les pays des Caraïbes doivent lutter contre la pauvreté et les inégalités profondes qui touchent de vastes pans de la population et sont à l'origine de vulnérabilités chroniques qui pèsent sur la sécurité alimentaire pendant les crises et en d'autres occasions. Ces vulnérabilités sont dues aux inégalités systémiques qui existent entre les sexes et au caractère intergénérationnel et multidimensionnel de la pauvreté et entraînent une marginalisation économique de ces populations. Dans le contexte actuel de dépendance à l'égard des importations et de la hausse des prix alimentaires, les populations vulnérables sont menacées par l'insécurité alimentaire et risquent d'adopter des stratégies de survie préjudiciables en raison des lacunes que présentent les programmes de protection sociale au niveau de l'adaptation au climat et de la prise en compte de l'égalité entre les sexes, programmes qui devraient être conçus pour répondre aux besoins différents des populations vulnérables et faire en sorte qu'elles soient mieux à même de participer à l'activité économique. Bien que la problématique femmes-hommes ait été prise en compte au niveau de la santé, de la vie familiale et des perspectives économiques, les inégalités persistent et ce n'est que récemment que cette question a été prise en considération dans le domaine de la gestion des risques de catastrophe. Ces travaux ont été corroborés par une multitude de données socioéconomiques qui toutes montrent que les catastrophes ont des impacts différents sur les hommes et sur les femmes⁴¹.
24. Les chocs liés au climat aggravent l'impact négatif produit par la faible croissance économique, le fort endettement, les inégalités et la pauvreté car ils affectent les services de transport qui jouent un rôle crucial dans la compétitivité des petits États et territoires insulaires et les importations de produits alimentaires. Les chocs d'ordre climatique réduisent également les revenus que ces pays tirent du tourisme et les poussent à s'endetter encore davantage en les contraignant à emprunter pour financer les activités de redressement.
25. Comme le souligne le plan stratégique de la CARICOM⁴², la progression de l'obésité et la persistance de la malnutrition exigent de renforcer les systèmes alimentaires et de miser sur l'agriculture pour qu'elle contribue davantage à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la croissance économique. Le Plan d'action régional en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle confie aux membres de la CARICOM la tâche d'élaborer des politiques destinées à améliorer l'accès des groupes les plus vulnérables à une alimentation suffisante, nutritive et saine. De nombreux éléments attestent des relations étroites qui existent entre agriculture, pauvreté et sécurité alimentaire et nutritionnelle aux Caraïbes. Un bilan commun multipays souligne qu'il faut renforcer l'environnement propice à la sécurité

⁴¹ Banque de développement des Caraïbes. 2018. *Training Manual: Support the Integration of Climate Resilience in the Water Supply Sector in the Caribbean*. https://www.caribank.org/sites/default/files/publication-resources/Task%205_Training%20Manual.pdf.

⁴² CARICOM. 2014. *Strategic Plan for the Caribbean Community 2015–2019: Repositioning CARICOM*. https://caricom.org/documents/11265-executive_plan_vol_1_-_final.pdf.

alimentaire et à la nutrition en instaurant un certain nombre de mesures, et plus particulièrement: investir des fonds publics et privés pour accroître la productivité agricole; améliorer l'accès aux intrants, à la terre, aux services, aux technologies et aux marchés; favoriser le développement rural; promouvoir la protection sociale des plus vulnérables, notamment en renforçant leur résilience face aux conflits et aux risques naturels; et mettre en place des programmes de nutrition pour remédier à des problèmes tels que les carences en micronutriments chez les mères et les enfants de moins de 5 ans.

1.4 Priorités pour les pays

Priorités des gouvernements

26. Comme les pays de la région sont accablés de dettes, que leur PIB accuse une croissance faible depuis deux décennies et que les niveaux de pauvreté persistent, la croissance économique figure en bonne place dans les plans de développement nationaux et parmi les priorités du plan stratégique de la CARICOM, avec l'intégration des marchés et d'autres questions d'ordre macroéconomique⁴³.
27. Comme ils ont de tout temps été exposés à des catastrophes récurrentes, et que cette situation est aujourd'hui aggravée par des phénomènes météorologiques de plus en plus dévastateurs, de nombreux pays et territoires des Caraïbes ont aussi mis l'accent sur le renforcement des capacités de gestion des risques de catastrophe; cette composante figure parmi les priorités de dix plans nationaux de développement⁴⁴ et du plan stratégique de la CARICOM. Les objectifs et les approches pour y parvenir tendent cependant à diverger, certains privilégiant les mesures de prévention et d'atténuation pour faire reculer la vulnérabilité, d'autres des mesures visant à doter le pays des capacités nécessaires pour assurer des interventions rapides ou à favoriser les programmes communautaires axés sur les groupes marginalisés. L'objectif que s'est fixé la Barbade de mettre au point une politique sur les migrations dues aux risques naturels met en relief la dimension régionale commune de la gestion des risques de catastrophe, tandis que la stratégie nationale de la gestion des catastrophes du Belize est axée sur la problématique femmes-hommes.
28. Parce qu'il aggrave les dégâts causés par les phénomènes météorologiques, le changement climatique figure en bonne place dans de nombreux plans nationaux de développement des pays des Caraïbes, même si leurs orientations divergent. À l'instar du plan stratégique de la CARICOM, la plupart des îles des Caraïbes s'efforcent de mettre en œuvre diverses initiatives d'adaptation pour développer leur résilience face aux changements climatiques. Ces initiatives peuvent cibler des secteurs particulièrement vulnérables, mais répondent parfois à un objectif plus ambitieux qui vise à les généraliser pour contribuer à la réalisation des objectifs de développement: c'est le cas du plan de la Dominique qui prévoit que le pays devienne la première nation résiliente face aux changements climatiques⁴⁵. Certains plans nationaux s'emploient à renforcer les mécanismes régionaux comme le Dispositif d'assurance catastrophes naturelles pour les Caraïbes ou d'autres initiatives de coopération Nord-Sud-Sud. D'autres pays, comme le Suriname et Curaçao, privilégient l'économie verte et les énergies renouvelables pour limiter leur propre contribution aux changements climatiques.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ Certains plans nationaux de développement sont en cours de révision et les territoires d'outre-mer n'établissent pas tous des plans de ce type.

⁴⁵ Depuis le passage de l'ouragan María en 2017 et les dommages qu'il a causés, le Gouvernement a proclamé son ambition de devenir la première nation du monde à être résiliente face aux changements climatiques; pour ce faire, les plans de développement futurs de tous les secteurs de l'île devront respecter les meilleures pratiques en vigueur pour limiter l'impact des changements climatiques.

29. Les plans nationaux de développement comportent également un volet de protection sociale. La plupart des pays mettent l'accent sur des programmes inclusifs qui appliquent des stratégies de réduction de la pauvreté conçues pour répondre aux besoins ciblés des populations marginalisées, comme les groupes défavorisés par l'inégalité entre les sexes ou des minorités telles que les communautés Kalinagos en Dominique. Certains programmes – comme à Trinité-et-Tobago – visent les "besoins essentiels", notamment la sécurité alimentaire, tandis que d'autres – comme la Jamaïque – sont axés sur l'intégration économique des populations vulnérables. Le plan stratégique de la CARICOM prévoit explicitement la prise en compte systématique dans les politiques publiques des questions relatives à la problématique femmes-hommes, à l'âge et au handicap⁴⁶; l'organisation élabore également une stratégie régionale sur l'égalité des sexes.
30. La sécurité alimentaire est un objectif prioritaire des plans nationaux de développement des Bahamas, de la Barbade, de la Dominique et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines. Certains plans ont pour but d'accroître la production nationale pour réduire la dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires dans les États et les territoires insulaires ou de développer les exportations, comme au Suriname. À l'opposé, la politique et le plan d'action régionaux en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que les plans nationaux de la Barbade et d'autres pays mettent en exergue les problèmes d'accès à la nourriture liés à la pauvreté et aux inégalités ainsi que les questions sanitaires et nutritionnelles en rapport avec la progression des maladies non transmissibles.
31. Si la stratégie est axée sur la mobilisation régionale, des efforts spécifiques seront déployés dans les pays prioritaires au niveau des districts. À cet effet, il s'agira d'établir des liens étroits avec les plans nationaux et les résultats d'une analyse plus approfondie des programmes et politiques de protection sociale et de gestion des catastrophes, ainsi que les résultats de la stratégie fondée sur l'intégration, l'accélération et le soutien aux politiques des Nations Unies en faveur de la réalisation du Programme 2030, dont la récente mission menée à Sainte-Lucie.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

32. Conçu pour faciliter la mise en œuvre des plans stratégiques nationaux de développement et des plans régionaux présentant des traits communs, le Plan-cadre plurinational des Nations Unies pour le développement durable des Caraïbes établi pour 2017-2021 comprend quatre effets directs:
 - *Une communauté caraïbe inclusive, équitable et prospère.* Cet effet direct privilégie les interventions à dimension humaine visant à favoriser l'accès à des services sociaux et à une éducation de qualité pour lutter contre la marginalisation, réduire la pauvreté et promouvoir des emplois décents dans le contexte d'une économie verte et inclusive conforme aux Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement⁴⁷.
 - *Une communauté caraïbe en bonne santé.* Cet effet direct a pour but de promouvoir des styles de vie sains, notamment dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition, tout en garantissant l'accès à des systèmes de soins de santé de qualité pour

⁴⁶ CARICOM. 2014. *Strategic Plan for the Caribbean Community 2015–2019: Repositioning CARICOM*. https://caricom.org/documents/11265-executive_plan_vol_1_-_final.pdf.

⁴⁷ Les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement adoptées par l'Assemblée générale réaffirment que les PEID constituent un cas à part entière en matière de développement durable, et mettent en exergue les mesures que la communauté internationale doit prendre en priorité pour les aider à concrétiser leurs aspirations en matière de développement durable.

prévenir et traiter les maladies non transmissibles, en mettant l'accent sur la protection des droits des femmes en matière de sexualité et de reproduction.

- *Une communauté caraïbe solidaire, sûre et juste.* Cet effet direct vise à assurer un accès équitable à la justice, à la protection ainsi qu'à la sûreté et à la sécurité des citoyens en s'attaquant, avec les institutions chargées de faire respecter la loi et la société civile, aux causes profondes de la violence.
- *Une communauté caraïbe durable et résiliente.* Cet effet direct est axé sur l'adaptation aux changements climatiques, la réduction des risques de catastrophe, les énergies durables et la gestion des écosystèmes et vise à renforcer les capacités nationales et régionales dans ces domaines pour qu'elles soient en mesure de faire face aux besoins des plus vulnérables.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

33. Pendant la saison des ouragans de 2017 qui a été particulièrement dévastatrice, l'aide d'urgence du PAM a été requise pour répondre aux besoins des populations sinistrées après le passage des ouragans Irma et María. Dans le cadre de son intervention, le PAM a fourni/réalisé:

- une assistance alimentaire en nature à 43 000 personnes;
- des transferts de type monétaire non assortis de conditions à 24 000 personnes;
- des transferts de type monétaire assortis de conditions à 375 paysans;
- des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique à l'appui des systèmes de protection sociale réactifs en cas de choc;
- une assistance technique et des services dans le domaine de la logistique; et
- un appui technique pour l'évaluation de la vulnérabilité et des besoins.

34. En utilisant le programme phare de protection sociale du Gouvernement de la Dominique - le programme d'assistance publique - comme cadre d'intervention après le passage de l'ouragan Maria, le PAM et les pouvoirs publics ont pu intégrer en douceur des considérations liées au sexe et à l'âge dans une approche intersectionnelle s'agissant des divers groupes ethniques dont font partie les Kalinagos. Le programme d'assistance publique ayant d'abord été élargi verticalement pour accroître les transferts aux bénéficiaires de programmes déjà en place, cette assistance a ciblé entre autres les personnes handicapées, les personnes âgées et les ménages dirigés par une femme seule. Parallèlement, grâce à la mise en place d'une évaluation complète de la vulnérabilité et des besoins, des données supplémentaires sur le sexe et l'âge, les vulnérabilités et l'impact du cyclone ont permis d'élargir horizontalement l'assistance publique pour y inclure les nouveaux bénéficiaires des transferts de type monétaire temporaires. Cette expérience a permis de mettre à profit à l'analyse des travaux antérieurs et les études de cas par pays réalisés par le PAM sur les systèmes de protection sociale réactifs face aux chocs en y ajoutant une composante égalité entre les sexes, ainsi que l'action menée par le PAM pour renforcer les systèmes de protection sociale dans le but de les rendre plus réactifs en cas de choc. Cette expérience éclairera également les interventions qui seront menées à l'avenir dans le cadre de programmes de protection sociale, compte tenu des principales recommandations d'un document du PAM exposant la position de ce dernier sur une

protection sociale soucieuse d'équité entre les sexes en Amérique latine et dans les Caraïbes qui vise à éliminer la faim⁴⁸.

35. De même, l'intervention lancée après le passage de l'ouragan Dorian aux Bahamas en 2019 a mis en lumière l'importance de resserrer la collaboration dans les Caraïbes, grâce à laquelle le PAM a pu intervenir plus rapidement et plus efficacement. Du personnel du PAM a été préalablement déployé aux Bahamas au sein des équipes d'évaluation rapide des besoins dirigées par la CDEMA. Après le passage de l'ouragan, l'Agence nationale de gestion des crises des Bahamas et la CDEMA ont demandé au PAM de créer des plateformes logistiques dans les zones sinistrées. Un appui supplémentaire dans les domaines de compétence du PAM, notamment la sécurité alimentaire et les télécommunications d'urgence, a également été sollicité. L'intervention du PAM s'est inscrite dans le cadre d'une intervention dirigée par le Gouvernement et visait à le seconder dans ses efforts pour répondre aux besoins de la population touchée. Les activités de préparation aux situations d'urgence, telles que l'analyse des capacités de transport maritime dans la région, ont par ailleurs profité directement aux interventions lancées après le passage de Dorian et amélioré la rapidité des services communs assurés par le PAM. Les partenaires gouvernementaux formés par le PAM dans les Caraïbes ont en outre eu l'occasion de mettre cette formation en pratique.
36. Le PSMPP se base sur cette expérience et sur les précédentes activités menées par le PAM en Amérique latine et dans les Caraïbes, et tient compte des enseignements tirés des études internes du PAM, d'un examen de la CDEMA et d'une analyse menée en Dominique avec le Gouvernement et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) sur l'utilisation faite par le programme conjoint de transferts monétaires d'urgence des systèmes de protection sociale pour répondre aux besoins des personnes sinistrées. Plusieurs recommandations visant à corriger les failles décelées dans les systèmes et les capacités de gestion des catastrophes, en particulier grâce à la collecte et à l'analyse de données ventilées par âge et par sexe, ont été formulées à l'issue de ces activités. Le PSMPP s'appuie en outre sur l'approche du PAM propre à faire évoluer les relations entre les sexes et tient compte de l'âge, autant d'éléments qui permettront de parvenir à la sécurité alimentaire et d'améliorer la capacité de résistance dans les Caraïbes.
37. Suite à la participation du PAM à l'intervention réalisée après la saison des ouragans en 2017, de nombreux acteurs ont pris conscience des lacunes qui existaient dans la région dans les secteurs de la logistique, des programmes de sécurité alimentaire et des télécommunications d'urgence. Le PAM ayant fourni une assistance directe, des services et une assistance technique aux homologues gouvernementaux, il a été sollicité davantage pour prendre part à la gestion des catastrophes après la phase de secours. Devant l'accroissement de la demande, un fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PAM a été établi et a permis de jeter les bases du présent PSMPP.
38. L'élaboration du PSMPP s'est aussi appuyée sur les constatations préliminaires issues de l'évaluation de la mise à jour de la politique du PAM en matière de filets de sécurité de 2018, les conclusions de la synthèse des évaluations d'opérations régionales réalisées entre 2013 et 2017, le rapport de synthèse de 2016 portant sur les activités régionales de renforcement des capacités du PAM, l'évaluation stratégique du programme de renforcement des capacités de préparation et d'intervention du PAM en cas de crise, menée en 2015, et plusieurs autres évaluations et études. En conséquence, le PSMPP s'est fixé plusieurs priorités, à savoir: appui aux programmes de protection sociale pris en charge par les pays, activités de plaidoyer de haut niveau, développement des partenariats et coopération Sud-

⁴⁸ WFP. 2017. *Gender-Sensitive Social Protection for Zero Hunger: WFP's role in Latin America and the Caribbean*. <https://socialprotection.org/discover/publications/gender-sensitive-social-protection-zero-hunger>.

Sud; il a également adopté une approche intégrée dans le domaine de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise.

2.2 Potentialités pour le PAM

39. Pour faire face aux risques naturels et aux changements climatiques dans les Caraïbes, et pour appuyer les priorités nationales communes portant sur les vulnérabilités chroniques et celles engendrées par les chocs, le PAM s'emploiera à concrétiser les mesures suivantes, qui relèvent de son double mandat en matière d'action humanitaire et de développement.
40. *Transposer les compétences fondamentales du PAM dans les structures nationales et régionales de gestion des catastrophes.* Faisant fond sur les activités menées par le PAM pendant les interventions d'urgence qui ont suivi le passage des ouragans en 2017 et en 2019, notamment celles consistant à faire transiter l'aide de type monétaire en faveur des populations sinistrées par l'un des plus importants programmes de protection sociale du Gouvernement de la Dominique et à intégrer les capacités logistiques du PAM dans l'action menée par le Gouvernement aux Bahamas, le PSMPP sera axé sur le transfert des capacités opérationnelles du PAM aux homologues nationaux et régionaux. En investissant davantage dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement, les télécommunications et la logistique, le PAM aidera la région à se doter des moyens nécessaires pour mieux faire face à l'impact de phénomènes climatiques extrêmes intéressant plusieurs pays. Les investissements dans la gestion des données, le ciblage des bénéficiaires et les mécanismes d'exécution et de financement permettront de renforcer les systèmes de gestion des catastrophes et de protection sociale pour qu'ils contribuent au mieux à la lutte contre la pauvreté chronique, l'insécurité alimentaire et l'inégalité, à l'adaptation aux changements climatiques et à la résolution d'autres problèmes de développement. Ces investissements permettront également de mieux intégrer les considérations relatives à l'égalité entre les sexes et à l'âge.
41. *Améliorer la rapidité d'intervention.* L'un des principaux enseignements tirés des interventions d'urgence menées après le passage des ouragans en 2017 et en 2019 est que le PAM risque de devoir à nouveau intervenir dans les Caraïbes en cas de choc de grande ampleur, notamment si celui-ci touche plusieurs pays. En 2017, une collaboration plus étroite avec les acteurs nationaux et régionaux avant l'intervention aurait été utile au PAM, mais en 2019, la collaboration accrue avec la CDEMA et ses partenaires nationaux a permis de mieux intervenir après le passage du cyclone Dorian dans les Bahamas. Pour combler cette lacune, le PSMPP comprendra un volet de planification prospective des interventions en cas de crise et ce jusqu'à ce que les capacités d'intervention régionale et nationale face à des crises majeures soient suffisamment renforcées. Pour ce qui est des crises de moindre envergure, on pourra, le cas échéant, déployer du personnel auprès d'institutions régionales et nationales.
42. *Appuyer le Programme de développement durable à l'horizon 2030.* Alors que les pays et les territoires des Caraïbes s'emploient à surmonter les obstacles qui entravent leur développement, le PAM a un rôle important à jouer en matière de sécurité alimentaire dans les domaines de la sensibilisation et de l'assistance technique pour veiller à ce que personne ne soit laissé de côté. Par exemple, les gouvernements de l'Organisation des États des Caraïbes orientales⁴⁹ (OECO) réévaluent actuellement leurs programmes d'alimentation scolaire et le PAM peut contribuer à ces travaux au moyen d'activités de coopération Sud-Sud et d'autres initiatives. Bien que de nombreux pays et territoires de la région aient un revenu relativement élevé, la sécurité alimentaire et nutritionnelle demeure un aspect important du programme de développement en raison de la vulnérabilité des États

⁴⁹ Les États membres à part entière de l'Organisation des États des Caraïbes orientales sont Anguilla, Antigua-et-Barbuda, les Îles Vierges britanniques, la Dominique, la Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, la Martinique, Montserrat et Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

insulaire et des États côtiers de basse altitude face à l'insécurité alimentaire et du double fardeau de la malnutrition.

2.3 Réorientations stratégiques

43. Ces dernières années, hormis en Haïti, le PAM n'avait pas de bureau permanent dans les pays membres de la CARICOM et de la CDEMA. Bien que le PSMPP comprenne des dispositions prévoyant la possibilité d'intervenir directement en cas d'urgence, notamment si un choc majeur venait à toucher plusieurs pays, il se concentre essentiellement sur le renforcement des capacités. Il s'agit là d'une réorientation stratégique de la nature des opérations du PAM par rapport à 2017, qui est cependant conforme aux fonctions importantes d'assistance technique qu'exerce le PAM dans la région, notamment pour renforcer les capacités des systèmes de protection sociale de faire face aux besoins chroniques ou causés par les chocs tout en faisant progresser l'égalité entre les sexes et en favorisant l'inclusion des personnes handicapées. Si l'accent mis sur la protection sociale concerne le renforcement des systèmes et des capacités, l'appui aux gouvernements nationaux, y compris dans le contexte des interventions d'urgence, comprendra notamment des considérations liées au sexe et à l'âge.
44. Le présent PSMPP est le second dispositif multipays expérimenté par le PAM⁵⁰. Ce plan stratégique est indispensable pour atteindre les objectifs fixés pour la région en accord avec les priorités nationales communes que sont la gestion des risques de catastrophe, l'équité sociale et l'égalité. Il est également crucial de permettre une intervention rapide et souple du PAM au cas où une situation d'urgence majeure viendrait à toucher plusieurs pays ou aurait des conséquences majeures pour un de ces pays, comme cela a été le cas en 2019 après le passage du cyclone Dorian aux Bahamas. Pour mettre en œuvre les activités prévues, le PAM prévoit d'une part de collaborer à l'échelle des Caraïbes avec les organisations régionales telles que la CDEMA et l'OECO et d'autre part de réaliser au niveau des pays des activités adaptées aux besoins nationaux, comme cela a été le cas aux Bahamas. Le Bureau du PAM à la Barbade supervisera toutes les activités du PSMPP; des antennes pourront être installées provisoirement dans d'autres pays, si besoin est. Le Bureau du PAM à la Barbade coordonnera les initiatives relatives à la CDEMA avec le Bureau du PAM en Haïti et l'appui aux opérations régionales de renforcement des liens avec la CDEMA avec les bureaux en République dominicaine et à Cuba. La Maison des Nations Unies abrite les locaux du Bureau du PAM de la Barbade, qui bénéficie de l'appui administratif du système des Nations Unies et du Bureau régional du PAM à Panama dans une optique de maîtrise des coûts. Le PAM se tiendra informé des résultats de l'évaluation des bureaux régionaux et plurinationaux effectuée à la demande du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement⁵¹ et reconfigurera la mise en œuvre du PSMPP en conséquence.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

45. La stratégie qui sous-tend le PSMPP reflète étroitement la définition de la mission du PAM, son double mandat et les liens entre l'action humanitaire et le développement. Les phénomènes de 2017 ont rappelé la vulnérabilité des Caraïbes face aux effets du changement climatique et montré que, malgré de solides capacités de gestion des catastrophes, certaines des plus graves déficiences se trouvaient dans les domaines de plus

⁵⁰ Le premier plan stratégique multipays provisoire est celui pour le Pacifique.

⁵¹ Bureau du Secrétaire général. 2018. *Secretary-General's Implementation Plan for the Inception of the Reinvigorated Resident Coordinator System* (final draft). [https://un.org/me/UNDS_repositioning/20180831%20-%20Implementation%20Plan%20-%20FinalDraft%20\(31%20August%202018\).pdf](https://un.org/me/UNDS_repositioning/20180831%20-%20Implementation%20Plan%20-%20FinalDraft%20(31%20August%202018).pdf).

grande compétence du PAM. Le PSMPP a donc pour objectif de transférer les capacités traditionnelles du PAM en matière d'intervention d'urgence aux acteurs nationaux et régionaux et d'introduire des changements systémiques pour permettre aux acteurs locaux d'intervenir plus efficacement en cas de crise, notamment en renforçant la responsabilité à l'égard des populations touchées et en tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des hommes et d'autres besoins. La présente stratégie est conçue pour réduire la probabilité que les pays aient besoin d'un appui régional pour faire face à une situation d'urgence et que la région demande un soutien international, y compris le déclenchement des effets directs stratégiques 2 et 3 qui sont conçus pour faire face à des imprévus. L'effet direct stratégique 1 et le transfert des capacités prendront davantage d'importance à mesure que l'aide d'urgence directe prévue dans les plans stratégiques futurs diminuera. Les activités contribueront aussi à protéger les acquis du développement et favoriseront le développement économique et social.

46. La stratégie prenant acte du fait que les problèmes de capacités ne seront pas résolus dans l'immédiat, le PSMPP intègre une composante d'intervention en cas de crise qui assurera la fourniture directe d'une assistance alimentaire aux populations touchées (effet direct stratégique 2) ainsi que des services permettant de renforcer l'intervention humanitaire au sens large (effet direct stratégique 3). Les interventions en cas de crise contribueront au renforcement des capacités et, si possible, seront intégrées dans les structures d'intervention locales et régionales. Aux Bahamas, le PAM a intégré des membres du personnel de la CDEMA dans les équipes chargées des services logistiques communs et s'emploie à mettre au point des systèmes de gestion des produits au profit de l'Agence nationale de gestion des crises qui faciliteront aussi les efforts de redressement et les futures interventions.
47. La stratégie est conforme à trois des quatre priorités du Plan-cadre plurinational des Nations Unies pour le développement durable: priorité 1 (une communauté caraïbe inclusive, équitable et prospère), priorité 2 (une communauté caraïbe en bonne santé) et priorité 4 (une communauté caraïbe durable et résiliente). Elle est aussi en adéquation avec les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement, la politique et le plan d'action régionaux en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle de la CARICOM, le mécanisme régional d'intervention en cas de crise de la CDEMA et sa stratégie globale de gestion des catastrophes; enfin, elle restera conforme aux plans nationaux de développement, puisqu'ils sont redéfinis à des fins de cohérence avec les ODD. Comme c'est le cas pour le Plan-cadre plurinational des Nations Unies pour le développement durable, les effets directs communs du PSMPP ont été élaborés pour tenir compte de l'action menée par le PAM dans plusieurs pays, mais s'appliquent aux différents pays en fonction de l'analyse des problèmes et de la définition des priorités propres à chacun d'entre eux.
48. Avec l'appui du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes et du système des Nations Unies, le PSMPP intégrera les questions liées à la problématique femmes-hommes et à la protection pendant toute la période d'exécution pour faire en sorte que les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités contribuent à faire évoluer les relations entre les sexes. Pour toutes les interventions menées face à une crise, les données des bénéficiaires seront ventilées par sexe et par âge. L'analyse de la problématique femmes-hommes et de la protection sera intégrée aux activités de production de données factuelles, y compris les études et les évaluations, ainsi qu'à celles visant à améliorer les systèmes de gestion des catastrophes et de protection sociale.
49. La mise en œuvre du PSMPP couvrira la période 2020-2021, qui correspond à celle du Plan-cadre plurinational des Nations Unies pour le développement durable restant à courir; le budget total d'élève à 9 025 444 dollars.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2021, les gouvernements nationaux et les institutions publiques régionales des Caraïbes ont des capacités renforcées pour se préparer, renforcer leur résilience et faire face aux catastrophes

50. En investissant dans les capacités de gestion des risques de catastrophe des institutions régionales et nationales et dans les systèmes de protection sociale, le PAM s'emploie à faire en sorte que les hommes, les femmes, les garçons et les filles vulnérables aux chocs puissent satisfaire leurs besoins essentiels en temps de crise et à préserver les acquis du développement à leur niveau d'avant la crise. Pour obtenir des résultats durables dans ce contexte plurinationnel, outre l'appui aux capacités de coordination régionales, l'effet direct stratégique 1 vise un accroissement progressif des investissements dans les systèmes nationaux de gestion des catastrophes et de protection sociale. Cet effet direct stratégique constitue une stratégie de transfert graduel des responsabilités dans le sens où il est conçu pour renforcer les capacités des intervenants régionaux et nationaux en temps de crise et rendre ainsi moins nécessaire l'intervention du PAM dans le futur. Les considérations relatives à la problématique femmes-hommes et à l'âge seront prises en compte dans toutes les activités pour que toutes les populations touchées puissent obtenir des avantages équitables à long terme.

Domaine d'action privilégié

51. Cet effet direct stratégique est axé sur le renforcement de la résilience.
52. Conçu pour limiter le recours aux interventions d'urgence et pour préserver les acquis du développement dans un contexte de changements climatiques, le présent effet direct stratégique privilégie le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

53. Les produits ci-après permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:
 - Les personnes vulnérables face aux chocs bénéficient de l'amélioration des méthodes d'évaluation des besoins, des processus de planification et des capacités d'analyse des institutions nationales des États participants de la CDEMA, ce qui contribue à protéger leur accès à la nourriture et leurs moyens d'existence.
 - Les membres des communautés bénéficient de l'augmentation des moyens dans les secteurs de la logistique et des télécommunications grâce au prépositionnement d'équipement logistique et de matériel dans les États participants de la CDEMA les plus vulnérables, ce qui contribue à protéger leur accès à la nourriture et leurs moyens d'existence.
 - Les personnes vulnérables touchées par des chocs bénéficient de systèmes renforcés de protection sociale réactifs face aux chocs dans les États participants de la CDEMA, ce qui contribue à protéger leur accès à la nourriture et leurs moyens d'existence.
 - Les membres des communautés bénéficient de l'amélioration des systèmes d'alerte rapide, des dispositifs d'assurance et des outils d'analyse, de cartographie et de suivi de la vulnérabilité qui contribuent à accroître leur résilience face aux changements climatiques.
54. En concentrant son action sur le renforcement des mesures de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise prises aux niveaux régional et national, le PAM s'attache à préserver la sécurité alimentaire des personnes vulnérables et touchées par des crises. Ces activités portent sur les systèmes intégrés comme les systèmes de protection sociale axés sur l'adaptation et l'inclusion et visent à renforcer la résilience des hommes,

des femmes, des filles et des garçons; à réduire les inégalités entre les sexes; et à élaborer des solutions à long terme pour lutter contre la faim et la malnutrition dans les régions sujettes aux catastrophes.

Activité essentielle

Activité 1: Fournir une assistance technique et un appui au renforcement des capacités à l'intention de la CDEMA et de ses États participants dans les domaines suivants: chaîne d'approvisionnement, télécommunications d'urgence, assistance alimentaire d'urgence, protection sociale, adaptation aux effets du changement climatique et financement des risques, plaidoyer dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

- Sous-activité 1: Appuyer la gestion de bout-en-bout des chaînes d'approvisionnement de secours et l'augmentation des moyens de télécommunication, leur coordination et leur capacité de réaction en cas de crise, en transférant aux autorités nationales et régionales les compétences opérationnelles du PAM en matière de programmes de sécurité alimentaire, de logistique et de télécommunications d'urgence
55. Dans un contexte où les PEID sont régulièrement sujets à des catastrophes dans les Caraïbes, l'un des problèmes majeurs qui se pose consiste à gérer efficacement la chaîne d'approvisionnement des secours pour que l'aide puisse parvenir aux personnes les plus touchées, d'une manière qui tienne compte des différents besoins des uns et des autres. À cet effet, mettant à profit la solide collaboration qui existe à l'échelle régionale et pour appuyer le programme de gestion de la logistique et des secours de la CDEMA, le PAM investit actuellement dans des systèmes de chaînes d'approvisionnement intelligents capables de suivre en temps réel et de coordonner efficacement tous les actifs régionaux disponibles pour une intervention, compte tenu des capacités individuelles limitées de nombreux pays. En aval, le PAM fournira des équipements supplémentaires pour compléter les actifs existants et organisera à l'intention des autorités régionales et nationales des formations pratiques sur le bon usage des unités d'entreposage mobiles, des bureaux préfabriqués et des générateurs ainsi que sur la manière de gérer efficacement des entrepôts et des parcs de véhicules, entre autres. Le PAM s'efforcera d'améliorer les dispositifs de livraison "sur le dernier tronçon du parcours" en renforçant les capacités des activités de ciblage et de distribution. Pour optimiser les capacités d'intervention d'urgence des partenaires, ces activités seront associées à des évaluations des télécommunications d'urgence et des formations dans ce secteur, et se concentreront sur l'équipement à fournir et les protocoles à appliquer pour rétablir rapidement les communications dans les zones sinistrées.
56. Ces travaux feront une large place aux pays coordonnateurs des sous-régions de la CDEMA, à savoir Antigua-et-Barbuda, la Barbade, la Jamaïque et Trinité-et-Tobago, qui apportent un appui supplémentaire à la CDEMA pour la coordination des interventions d'urgence. Une assistance technique en matière de planification logistique sera également mise à disposition aux niveaux régional, infrarégional et national. Une aide complémentaire sera fournie aux pays relevant de chaque coordonnateur de sous-région, et des échanges auront lieu avec les pays qui ne sont pas membres de la CDEMA pour faciliter certains aspects de la gestion de bout en bout de la chaîne d'approvisionnement et de la coordination entre civils et militaires.
- Sous-activité 2: Renforcer les capacités des gouvernements nationaux de faire face aux chocs grâce aux systèmes et programmes de protection sociale en place
57. Les programmes d'assistance des systèmes de protection sociale sont parmi les plus importants aux Caraïbes et bien qu'ils respectent globalement leurs objectifs, il est néanmoins possible d'en améliorer l'efficacité et l'équité tant après un choc que dans des circonstances normales. Le PAM procédera à une analyse des systèmes nationaux et

régionaux de protection sociale afin d'y introduire des éléments visant à faire évoluer les relations entre les sexes et d'améliorer leur capacité d'adaptation aux changements climatiques et d'intervention en cas de choc⁵². Par exemple, en Dominique, après le passage de l'ouragan María, il s'est avéré que les personnes réfugiées dans les abris étaient en majorité des femmes, des personnes âgées et des enfants, et il est donc apparu nécessaire d'adapter l'assistance livrée aux abris aux populations cibles⁵³. S'appuyant sur le cadre théorique élaboré par Oxford Policy Management et le PAM pour une protection sociale réactive face aux chocs⁵⁴, l'analyse et la production de données probantes se concentreront sur la gestion des données, le ciblage, les mécanismes de livraison, la coordination et le financement, accompagnées d'une analyse systématique par sexe et par âge. Cette analyse servira à guider l'action des gouvernements dans les cinq domaines susmentionnés et les consultations qui suivront avec les homologues nationaux orienteront l'action spécifique du PAM au niveau des pays, notamment la modélisation et l'expérimentation à l'échelon des communautés pour guider l'élaboration des cadres d'action et des dispositifs réglementaires nationaux et régionaux. L'aide aux systèmes de protection sociale fera l'objet d'une coopération avec la Banque mondiale et d'autres organismes tels que l'UNICEF, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Organisation internationale du Travail.

- Sous-activité 3: Appuyer les mécanismes d'adaptation aux changements climatiques et de financement des risques, en établissant notamment des liens avec les dispositifs de protection sociale adaptatifs et réactifs face aux chocs

58. Aux Caraïbes, le manque de financements constitue souvent un obstacle majeur au bon fonctionnement des mécanismes de protection sociale et de la gestion des catastrophes, en particulier au vu des ressources limitées dont disposent la plupart des gouvernements. Au vu du caractère récurrent des chocs climatiques et de leur impact accru dans les Caraïbes, des instruments de financement des risques ont été mis au point, comme le Dispositif d'assurance pour le risque de catastrophe dans les Caraïbes. Conformément à sa stratégie globale de renforcement des capacités dans la région, le PAM s'emploiera à collaborer avec ces mécanismes régionaux et nationaux, ainsi qu'à rechercher des outils de financement novateurs en se basant sur une évaluation de leur potentiel, l'objectif étant de développer les instruments de financement du risque et d'obtenir ainsi plus rapidement des ressources plus fiables et plus souples à l'appui de la sécurité alimentaire. Ce faisant, le PAM tirera parti de l'expérience qu'il a acquise lors de sa participation à la création de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques, de l'initiative pilote Replica de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques et du dispositif de financement fondé sur les prévisions météorologiques, et s'appuiera sur les travaux qu'il a réalisés pour amplifier les programmes de micro-assurance dans le cadre de l'Initiative en faveur de la résilience des communautés rurales.
59. Dans le cadre de ces activités de renforcement des systèmes, le PAM appliquera une stratégie à deux volets: plaider pour le renforcement des capacités régionales et nationales de financement du risque pour que les populations les plus vulnérables soient mieux protégées; et faire en sorte que des fonds suffisants parviennent rapidement à ces populations vulnérables en transitant par des systèmes réactifs face aux chocs et tenant

⁵² PAM. 2017. *Gender-sensitive social protection for zero hunger: WFP's role in Latin America and the Caribbean*. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/social_protection_for_zero_hunger_gender_sensitive_engl.pdf.

⁵³ Gouvernement de la Dominique. 2017. *Post-Disaster Needs Assessment: Hurricane Maria, September 18, 2017*. <https://www.gfdrr.org/sites/default/files/publication/dominica-pdna-maria.pdf>.

⁵⁴ Oxford Policy Management et PAM. 2016. *Study on Shock-Responsive Social Protection in Latin America and the Caribbean*. <https://www1.wfp.org/publications/shock-responsive-social-protection-latin-america-and-caribbean>.

compte de la problématique femmes-hommes lorsque des catastrophes majeures sont prévues ou qu'elles se produisent. Pour ce faire, il procédera à des analyses par sexe et par âge, notamment en rapprochant les analyses existantes du financement des risques de catastrophe de celles des systèmes de protection sociale, et en organisant des formations et des échanges de connaissances techniques. D'autres activités seront entreprises au niveau des pays pour aider les gouvernements nationaux à modéliser et à expérimenter des solutions adaptées misant notamment sur l'économie verte et l'économie bleue pour renforcer l'articulation avec les moyens d'existence durables.

- Sous-activité 4: Renforcer les interventions et les activités de sensibilisation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en fournissant à la demande un soutien technique dans les domaines de compétence du PAM, notamment l'alimentation scolaire, la production de données factuelles, et la communication visant à faire évoluer la société et les comportements

60. S'appuyant sur l'intervention d'urgence récemment menée par le PAM après les ouragans de 2017, le présent PSMPP privilégie le renforcement des capacités de gestion des risques de catastrophe. Toutefois, compte tenu de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sous-jacentes, et notamment de la forte incidence du surpoids et de l'obésité, le PAM continuera de réfléchir à de nouvelles modalités permettant de fournir une assistance technique en matière d'alimentation scolaire ou d'apporter une assistance nutritionnelle de type monétaire associée à des messages visant à faire évoluer la société et les comportements. Le PAM s'efforcera de produire à l'intention des décideurs des données sur les bonnes pratiques en usage dans les programmes promouvant la problématique femmes-hommes et la nutrition, et s'attachera en outre à favoriser les échanges de connaissances Sud-Sud entre les pays qui doivent affronter des problèmes similaires dans les Caraïbes, en Amérique latine et ailleurs.

Effet direct stratégique 2: Les populations touchées par une crise dans les Caraïbes sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et aux autres besoins essentiels pendant et après la crise

61. Compte tenu de l'exposition des Caraïbes aux catastrophes naturelles, le PAM prévoit de venir en aide aux populations sinistrées en mettant à leur disposition des transferts de type monétaire et/ou une assistance alimentaire en nature de manière non seulement à subvenir à leurs besoins essentiels mais aussi à aider les gouvernements à renforcer leurs systèmes en prévision d'interventions futures. Le PAM renforcera l'articulation entre l'action humanitaire et l'aide au développement en tenant compte des vulnérabilités d'avant la crise et des différents besoins des hommes, des femmes, des garçons et des filles ciblés; il utilisera pour cela les systèmes de gestion de l'information et du ciblage élaborés avec les ministères participants (effet direct stratégique 1) et acheminera l'assistance par le biais de mécanismes de protection sociale réactifs face aux chocs, le cas échéant. Durant les opérations d'urgence de moindre envergure, le PAM peut aussi envisager, si on le lui demande, de faciliter les interventions menées par la région en affectant du personnel auprès du dispositif d'intervention de la CDEMA, plutôt qu'en effectuant directement des distributions. Une telle approche permettrait de veiller à ce que les personnes sinistrées reçoivent une assistance suffisante tout en optimisant l'utilisation des ressources et en assurant une formation sur le tas. Cette approche s'inscrit en outre dans le prolongement de l'intervention lancée en 2019 après le passage de l'ouragan Dorian aux Bahamas, qui a constitué un modèle mixte. Le PAM est en effet intervenu directement tout en soutenant parallèlement l'action gouvernementale et en associant le personnel de la CDEMA et des pays participants à la fourniture des services logistiques assurés par lui, l'objectif étant de renforcer et de consolider les capacités en offrant des formations sur le tas.

Domaine d'action privilégié

62. Cet effet direct est axé sur les interventions face à une crise.

Produit escompté

63. Le produit suivant permettra d'obtenir cet effet direct stratégique:

- Les personnes touchées reçoivent des transferts de type monétaire ou une assistance alimentaire en nature leur permettant de subvenir à leurs besoins alimentaires et autres besoins essentiels et de préserver leur état nutritionnel.

64. Bien que son objectif initial soit de livrer une assistance non assortie de conditions sous forme de produits alimentaires ou de transferts de type monétaire pendant ou immédiatement après une crise, le PAM envisagera aussi la possibilité de fournir une assistance assortie de conditions pour que des activités de redressement rapide puissent démarrer au plus tôt, notamment celles concernant la remise en état des moyens d'existence lorsque la situation l'exige.

Activité essentielle

Activité 2: Fournir une aide d'urgence au moyen de transferts de type monétaire et de transferts en nature aux personnes touchées par un choc

65. Conçue pour apporter des secours en cas de crise de grande envergure, cette activité du PAM prévoit de cibler 25 000 personnes parmi les plus touchées durant la première phase de l'intervention d'urgence, chiffres qui seront révisés selon que de besoin. Le cas échéant, le PAM exploitera les données sur la vulnérabilité d'avant la crise et les systèmes intégrés de gestion de l'information pour accélérer l'intervention, et les complétera par des évaluations conjointes après la catastrophe, y compris des analyses par sexe et par âge, pour veiller à ce que tous bénéficient équitablement de l'intervention⁵⁵. Ainsi, en Dominique, après le passage de l'ouragan María, on a constaté que la plupart des ménages réfugiés dans les abris avaient à leur tête des femmes âgées et comptaient davantage de personnes à charge sans emploi rémunéré, alors que les hommes âgés étaient plutôt seuls et constituaient la majorité des infirmes⁵⁶. Le PAM s'efforcera d'intensifier et d'appuyer les programmes de protection sociale et aura recours aux systèmes nationaux de distribution pour effectuer des transferts de type monétaire en faveur d'un plus grand nombre de bénéficiaires. Lorsqu'il faudra recourir à la distribution de produits alimentaires faute de pouvoir compter sur des systèmes de protection sociale ou des marchés qui fonctionnent, le PAM distribuera des rations de survie durant la première phase de l'intervention. Comme pour les transferts de type monétaire, la distribution des produits alimentaires sera coordonnée avec les autorités nationales et les acteurs humanitaires, notamment le Mouvement de la Croix-Rouge, qui fourniront du matériel complémentaire comme des abris ou des articles non alimentaires. Le cas échéant, le PAM aura recours à des transferts monétaires polyvalents pour subvenir à des besoins essentiels non alimentaires/nutritionnels. L'assistance du PAM sera associée à de modestes activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements pour faire face à la vulnérabilité des populations sinistrées durant l'intervention d'urgence, sur le modèle de ce qui a été fait en Dominique en 2017. Une assistance assortie de conditions pourrait être introduite progressivement, en coordination avec des activités de redressement entreprises par les partenaires, pour contribuer à rétablir les moyens d'existence et réduire à terme

⁵⁵ L'évaluation des besoins consécutifs à une catastrophe réalisée en 2017 en Dominique fait état de difficultés pour obtenir des données ventilées par sexe immédiatement après l'impact de la catastrophe.

⁵⁶ Gouvernement de la Dominique. 2017. *Post-Disaster Needs Assessment: Hurricane Maria, September 18, 2017*. <https://www.gfdrr.org/sites/default/files/publication/dominica-pdna-maria.pdf>.

l'exposition aux catastrophes d'une manière qui soit équitable pour les hommes et les femmes.

Effet direct stratégique 3: Les partenaires de l'action humanitaire et du développement dans les Caraïbes ont accès à des services communs fiables, notamment un appui dans le cadre des modules de la logistique, des télécommunications d'urgence et de la sécurité alimentaire pendant toute la durée des crises

66. Conscient que les problèmes de coordination et les blocages touchant la logistique, les télécommunications et la sécurité alimentaire continuent de nuire à la bonne exécution des interventions d'urgence, notamment lorsqu'un grand nombre d'îles est concerné, le PAM tirera profit de sa présence à la Barbade (siège de la CDEMA) pour fournir ces services par le biais du mécanisme d'intervention régional de la CDEMA et apportera une assistance technique aux pays de la CDEMA coordonnateurs des sous-régions et aux pays directement touchés. Toutefois, si un événement majeur devait requérir l'activation de modules ou de groupes sectoriels, le PAM aurait recours à ses propres capacités opérationnelles dans la région, voire le monde entier, pour fournir des services communs directement aux partenaires de l'action humanitaire et du développement, en coordination avec la CDEMA et les gouvernements nationaux.

Domaine d'action privilégié

67. Cet effet direct est axé sur les interventions face à une crise.

Produits escomptés

68. Les produits ci-après permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:

- Les populations touchées bénéficient des services du module de la logistique fournis aux cellules nationales de gestion des catastrophes, aux organismes humanitaires et aux partenaires, qui leur permettent de recevoir rapidement des denrées alimentaires et médicales d'une importance vitale.
- Les populations touchées bénéficient des services de télécommunication d'urgence fournis aux cellules nationales de gestion des catastrophes, aux organismes humanitaires et aux partenaires, qui leur permettent de recevoir rapidement une assistance d'une importance vitale.
- Les populations touchées bénéficient des activités de coordination et de gestion de l'information du module de la sécurité alimentaire, qui leur permettent de recevoir rapidement une assistance humanitaire.

69. Les services communs seront proposés durant les interventions d'urgence, et mettront l'accent sur le transfert de capacités aux intervenants régionaux et nationaux.

Activité essentielle

Activité 3: Recourir aux modules dirigés ou codirigés par le PAM pour fournir un appui à la CDEMA, aux autorités nationales de gestion des catastrophes et autres partenaires concernés afin d'améliorer les interventions d'urgence

70. L'infrastructure d'importance stratégique pour la logistique et les télécommunications dans les Caraïbes est vulnérable et souvent endommagée ou détruite durant des chocs, ce qui gêne le bon déroulement des interventions humanitaires. La coordination est souvent difficile car les dégâts occasionnés dans les pays ou les îles de taille relativement modeste sont souvent très importants et compromettent la capacité des autorités de gérer la coordination dans ces secteurs. En tant que chef de file, seul ou avec d'autres institutions, des modules de la logistique, des télécommunications d'urgence et de la sécurité alimentaire, le PAM aura recours à ces ressources pour faciliter la coordination avec la

CDEMA, d'autres entités régionales et les autorités nationales; il fournira aussi des services communs selon que de besoin.

- Sous-activité 1: Fournir un appui, par le biais du module de la logistique, aux bureaux nationaux de gestion des catastrophes et autres partenaires concernés afin d'améliorer la coordination de l'appui logistique d'urgence et la gestion de la chaîne d'approvisionnement, notamment par la fourniture de services communs et, si nécessaire, la réparation de l'infrastructure d'urgence

71. La coordination et la gestion des opérations de logistique humanitaire et la fourniture de services communs est une gageure durant les situations d'urgence dans les Caraïbes, en raison surtout des capacités limitées de l'infrastructure logistique de base et des dégâts occasionnés à l'infrastructure portuaire et aéroportuaire, aux entrepôts et au réseau routier. Des services de logistique seront nécessaires pour importer des denrées de secours puisque les stocks à vocation humanitaire et commerciale disponibles sur les petites îles sont limités. Comme on a pu le constater au cours des interventions d'urgence précédentes, les dons en nature spontanés risquent d'encombrer les ports et autres accès et de retarder l'acheminement des secours d'urgence. Les services d'entreposage et de transport permettront d'atteindre les bénéficiaires ayant besoin de médicaments, d'eau et d'équipement sanitaire, de produits non alimentaires et autres denrées humanitaires. La réfection des routes et la réparation des ponts et d'autres ouvrages d'infrastructure profiteront aux petits exploitants agricoles et à d'autres populations isolées dont les moyens d'existence sont menacés en raison des difficultés qu'ils rencontrent pour accéder physiquement aux marchés.

- Sous-activité 2: Fournir un appui, par le biais du module des télécommunications d'urgence, aux bureaux nationaux de gestion des catastrophes et autres partenaires concernés afin d'améliorer l'infrastructure de communication d'urgence et les mécanismes de coordination

72. La vulnérabilité et la dispersion de l'infrastructure de connectivité dans les Caraïbes risquent de limiter l'efficacité de la coordination des interventions en cas de crise majeure. Le PAM s'efforcera de compléter les capacités existantes et de résoudre les problèmes de connectivité en établissant si nécessaire des plateformes temporaires de connectivité pour l'internet et la téléphonie mobile ainsi que de l'équipement radio pour les intervenants et les populations sinistrées.

- Sous-activité 3: Fournir un appui, par le biais du module de la sécurité alimentaire, aux bureaux nationaux de gestion des catastrophes et autres partenaires concernés afin de fournir une assistance alimentaire efficace pendant la crise

73. En cas de besoin, le PAM mettra à la disposition des partenaires d'exécution des services de coordination et de gestion de l'information sur la sécurité alimentaire. Cela facilitera la conception de l'assistance alimentaire, et aidera notamment à déterminer quelle modalité utiliser – aide en nature ou transferts de type monétaire – en fonction des besoins du pays, en coordination avec le centre de coordination régionale de la CDEMA si nécessaire.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

74. Conformément aux objectifs de l'assistance technique, les stratégies en matière de transition et de retrait seront fonction de l'ampleur des capacités acquises par les institutions régionales et nationales pour répondre aux besoins différents des hommes, des femmes, des garçons et des filles durant des situations d'urgence. Pour renforcer ces capacités, le PAM fournira une aide d'urgence intégrée aux mécanismes d'intervention régionaux et nationaux, à savoir des formations sur le tas à l'intention des partenaires locaux (effets directs stratégiques 2 et 3) et des investissements ex ante pendant toute l'année dans l'amélioration des capacités des partenaires dans le domaine de la préparation

aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise (effet direct stratégique 1). Les composantes de cette stratégie seront transférées ou éliminées à mesure qu'elles seront maîtrisées par les partenaires locaux; les interventions d'urgence directes du PAM seront parmi les premiers éléments à être transférés en raison de la plus grande importance accordée au renforcement des capacités.

75. Néanmoins, le PAM est conscient que la durée du présent PSMPP, fixée à deux ans pour la faire coïncider avec la période du Plan-cadre plurinational des Nations Unies pour le développement durable restant à courir, est bien courte pour obtenir les résultats prévus en matière de renforcement des capacités. De ce fait, alors que le présent PSMPP a été élaboré à partir de l'expérience acquise lors de l'intervention d'urgence de 2017, le PAM participera à la planification du prochain Plan-cadre plurinational des Nations Unies pour le développement durable des Caraïbes, notamment au bilan commun de pays, et étudiera avec ses partenaires les possibilités à envisager et les activités complémentaires à mettre en œuvre pour renforcer davantage les systèmes de sécurité alimentaire et promouvoir l'égalité des sexes dans le prochain plan stratégique multipays, en tenant compte des examens passés et à venir menés par les pays de leur propre initiative.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

76. Le présent PSMPP cible les hommes, les femmes, les garçons et les filles des pays et territoires des Caraïbes concernés susceptibles d'être touchés par des catastrophes périodiques et d'autres crises. Ses avantages sont de deux ordres.
77. Au titre de l'activité 1, les méthodes de ciblage conçues avec les institutions concernées en prévision des crises seront élaborées à partir d'évaluations des risques tenant compte parmi leurs critères de vulnérabilité la pauvreté, le sexe, l'âge et d'autres formes d'inégalités. Cela permettra d'estimer le nombre de personnes susceptibles d'être directement touchées par des catastrophes futures et d'avoir besoin d'une assistance; celle-ci leur sera fournie dans le cadre des programmes renforcés régionaux et nationaux de gestion des catastrophes et de protection sociale. Au titre de cette activité, le PAM améliorera les capacités de ces institutions, depuis les bureaux de gestion des catastrophes jusqu'aux ministères responsables de la protection sociale, de l'agriculture et du genre, entre autres. Ce faisant, il contribuera à rendre plus efficaces et plus équitables les interventions des acteurs nationaux et régionaux. Si la composition des populations ciblées reflète la légère dominance démographique des hommes dans les îles, il n'en reste pas moins que les femmes participeront de manière équitable à la conception, à l'exécution et au suivi des activités de renforcement des capacités pour qu'hommes et femmes bénéficient des avantages sur un pied d'égalité.
78. Si une catastrophe de grande ampleur nécessitant une assistance internationale devait se produire, le PAM mettrait en œuvre, dans le cadre de l'activité 2, des opérations de secours prévues dans un premier temps pour 25 000 bénéficiaires parmi les ménages ayant le plus besoin d'une assistance alimentaire d'urgence. Il effectuera des évaluations rapides suivies de révisions pour ajuster cette phase initiale en fonction des besoins supplémentaires des populations sinistrées. Il s'emploiera aussi à ce que les femmes et les hommes participent équitablement aux interventions communautaires, notamment aux prises de décisions, pour éviter de renforcer les rôles qui sont traditionnellement les leurs et satisfaire les besoins particuliers des femmes, des hommes, des filles et des garçons.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES* PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ (TOUTES LES ANNÉES)						
Effet direct stratégique	Activité	Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Total
1	1 (bénéficiaires indirects)	187 600	189 700	356 600	356 600	1 090 500
2	2	4 300	4 350	8 200	8 150	25 000
Total (hors chevauchement)		187 600	189 700	356 600	356 600	1 090 500

*Les filles et les garçons sont des bénéficiaires âgés de moins de 18 ans.

4.2 Transferts

Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ		
	Effet direct stratégique 2	
	Activité 2	
Type de bénéficiaire	Personnes touchées par un choc	Personnes touchées par un choc
Modalité	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire
Céréales (riz)	467	
Légumineuses (haricots secs)	67	
Huile végétale	27	
Poisson en boîte (sardines)	67	
Total kcal/jour	2 287	
% kcal d'origine protéique	10,9	
Transferts de type monétaire (dollar/personne/jour)		0,50
Nombre de jours d'alimentation par an	30	30

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Riz blanc, grain moyen	350	154 110
Haricots secs	50	38 160
Huile végétale	20	15 957
Sardines en boîte à la sauce tomate, égouttées	50	127 133
Total (produits alimentaires)	471	335 359
Transferts de type monétaire	-	375 000
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaires)	-	710 359

79. Comme il l'a fait lors des opérations d'urgence réalisées précédemment dans la région, le PAM s'efforcera d'avoir recours aux transferts de type monétaire lorsque les marchés et d'autres conditions le permettront, en respectant les modes opératoires des systèmes nationaux de protection sociale. Si les disponibilités alimentaires sont insuffisantes durant la première phase de l'intervention, le PAM fournira une assistance alimentaire en nature. Même si l'approche monétaire prévaut, la décision d'opter pour des transferts de type monétaire ou des transferts de produits alimentaires sera prise en fonction des principes d'efficacité, d'efficience, d'équité, d'économie et de sûreté, et des analyses par sexe et par âge seront utilisées pour favoriser l'autonomisation des femmes et des filles et veiller à ce que les femmes, les hommes, les garçons et les filles bénéficient équitablement des transferts, dans le respect du principe consiste à "ne pas nuire". La valeur des transferts sera estimée sur la base des opérations précédentes et adaptée aux circonstances en fonction des besoins.

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

80. S'il conserve la structure nécessaire pour garantir une capacité d'intervention rapide du PAM permettant l'acheminement de secours d'urgence dans la région, le présent PSMPP privilégie cependant le renforcement des capacités en partenariat avec des organisations régionales et, de plus en plus, avec les institutions nationales. Les activités de renforcement des capacités se concentreront sur les secteurs des interventions d'urgence relevant de la compétence du PAM, et la problématique femmes-hommes sera intégrée à tous les travaux de formation et d'assistance technique. Elles prévoient notamment la mise au point d'un système intelligent de chaîne d'approvisionnement qui permettra de mieux coordonner la livraison de l'assistance dans tous les pays touchés; la mise en place de systèmes de protection sociale plus réactifs face aux chocs et plus résilients, de mesures d'adaptation aux changements climatiques et de mécanismes de financement des risques; et l'amélioration et l'élargissement des systèmes de sécurité alimentaire. Le PSMPP répond à une logique visant à ancrer les capacités et les compétences du PAM dans les systèmes existant aux Caraïbes, comme le mécanisme d'intervention régional de la CDEMA, son programme de gestion de la logistique et des secours ou encore les structures nationales de protection sociale.

81. Le PAM s'appuiera sur les structures régionales pour développer la coopération Sud-Sud dans toutes les Caraïbes dans le cadre de ses activités de renforcement des capacités, notamment celles au titre de l'effet direct stratégique 1. Si la coopération Sud-Sud avec les pays de la CARICOM et ceux concernés par le Plan-cadre plurinational des Nations Unies

pour le développement durable est indispensable à la bonne exécution de la présente stratégie multipays, le PAM s'efforcera aussi de faciliter les échanges de données d'expérience avec les programmes de protection sociale, de gestion des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques réalisés à Cuba, en République dominicaine et en Haïti. En outre, il s'attachera à mettre à profit l'expérience acquise en matière de sécurité alimentaire dans d'autres pays du monde pour renforcer les systèmes en usage dans les Caraïbes, depuis l'alimentation scolaire jusqu'à l'assistance nutritionnelle de type monétaire, complétés par des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

82. La configuration des Caraïbes se distingue par des villes relativement peu peuplées séparées de vastes étendues d'eau, de sorte que l'accès aux denrées de première nécessité pourrait être compromis en cas de perturbation des transports, ce qui entraînerait temporairement une hausse excessive des prix. Pour atténuer ce risque, le PAM s'efforcera de mettre en place des interventions appuyées par des transferts de type monétaire transitant par les systèmes de protection sociale du Gouvernement là où les marchés et d'autres conditions le permettent. En outre, en attendant que les chaînes d'approvisionnement commerciales se remettent à fonctionner normalement, le PAM s'emploiera à faciliter la coordination de l'action humanitaire et la distribution des réserves d'urgence, en tirant parti des investissements continus qu'il aura réalisés dans des chaînes d'approvisionnement humanitaire intelligentes pour fournir des informations en temps réel sur la disponibilité des denrées, des entrepôts communs et des moyens logistiques. Le cas échéant, il pourra également procéder à des distributions de produits alimentaires achetés localement ou dans la région dans le cadre du Mécanisme de gestion globale des vivres, et affréter des moyens logistiques aériens, maritimes et terrestres selon que de besoin. Pour contribuer au bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement humanitaire, le PAM misera sur son partenariat avec la CDEMA dont les quatre coordonnateurs infrarégionaux lui serviront de pôles opérationnels, le Bureau du PAM à la Barbade servant de centre névralgique des opérations, avec l'appui du bureau régional.

4.4 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

83. Le PAM a récemment rouvert son bureau de la Barbade et engagé du personnel spécialisé qui collaborera avec les acteurs régionaux et nationaux de toutes les Caraïbes. L'équipe de base se compose de 67 pour cent de femmes; si l'on inclut les stagiaires et les consultants techniques à court terme, ce chiffre atteint 60 pour cent. La structure du bureau est conçue pour assurer l'exécution des fonctions essentielles prévues dans le présent PSMPP, lesquelles sont axées sur le renforcement des capacités dans les domaines de la gestion des risques de catastrophe et de la protection sociale – optimisation de la chaîne d'approvisionnement, gestion des bénéficiaires et des données, adaptation aux changements climatiques et systèmes plus vastes de sécurité alimentaire. S'inscrivant dans une logique de transfert progressif des capacités de base du PAM aux institutions régionales et nationales, le plan prévoit qu'en sus de la structure du bureau, du personnel pourra être détaché, le cas échéant, auprès de partenaires locaux. Comme le bureau a des effectifs limités, le bureau régional et le Siège du PAM lui fourniront un appui, notamment pour garantir une capacité suffisante dans les domaines transversaux tels que la problématique femmes-hommes, la protection, la nutrition et le suivi et l'évaluation, et pour assurer une capacité d'intervention immédiate en cas de crise multipays de grande ampleur.

4.5 Partenariats

84. La participation du PAM au Plan-cadre plurinational des Nations Unies pour le développement durable guide sa propre stratégie, et se traduit par une amélioration des

synergies et des possibilités de partenariat. Dans le cadre du présent PSMPP, le PAM travaillera en collaboration et en partenariat avec plusieurs acteurs de la région, notamment l'UNICEF, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale dans des domaines tels que la formulation des politiques, la production de données probantes et l'investissement dans la protection sociale. Il envisage également de coopérer avec l'Organisation panaméricaine de la santé et l'Agence de santé publique des Caraïbes sur les questions de nutrition en situation d'urgence en raison de la forte prévalence de l'obésité dans la région, et avec ONU-Femmes pour renforcer la dimension femmes-hommes dans les activités de résilience face aux catastrophes. La participation à la gestion des catastrophes, organisée par responsabilités sectorielles, est bien coordonnée et le PAM collabore étroitement avec les Nations Unies et le Mouvement de la Croix-Rouge pour soutenir la CDEMA et les gouvernements nationaux.

85. Suite à sa réimplantation récente dans les Caraïbes après l'opération de secours d'urgence de 2017, le PAM étudiera les perspectives de collaboration avec des organismes apparentés et d'autres organisations, y compris celles qui œuvrent pour les droits des femmes et l'engagement des hommes afin de contribuer à la réalisation du Programme 2030. Ainsi, il pourrait s'engager dans des initiatives de développement plus larges dans le domaine de la sécurité alimentaire, en particulier la nutrition et l'alimentation scolaire, en complément de l'action de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le PAM contribuera à l'élaboration de propositions et de programmes conjoints avec des organismes apparentés pour que la mise en œuvre du PSMPP suive une démarche axée sur l'ensemble des ODD, prévoyant une répartition claire des tâches et l'apport d'une valeur ajoutée de la part du PAM.
86. L'importance accordée aux partenariats se reflète dans la participation du PAM à deux programmes conjoints: un projet visant à favoriser la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans le relèvement après une catastrophe, la résilience climatique et environnementale dans les Caraïbes, dirigé par le PNUD avec la collaboration du PAM et ONU-femmes⁵⁷, et un projet du Fonds pour les objectifs de développement durable mené conjointement avec l'UNICEF qui associe aussi l'Organisation internationale du Travail, le PNUD et ONU-Femmes⁵⁸. Ces projets permettront au PAM de centrer ses efforts sur des systèmes de protection sociale réactifs en cas de choc dans le cadre d'actions menées par des organisations apparentées dans les Caraïbes.
87. Mettant à profit les interventions lancées en 2017 après le passage des ouragans Irma et Maria et, en 2019 après l'ouragan Dorian, le PAM continuera de resserrer sa collaboration avec le secteur privé, en particulier en ce qui concerne ses moyens et capacités logistiques et les interventions, notamment en collaborant avec la CDEMA et les acteurs nationaux de la gestion des catastrophes pour faire face au problème des articles de secours non sollicités afin de réduire considérablement la charge logistique pendant les opérations de secours et de contribuer à la durabilité de son action dans le cadre du PSMPP.
88. Au titre du plan-cadre plurinational des Nations Unies pour le développement durable, le PAM agit en coordination avec le système des Nations Unies dans les Caraïbes, notamment avec six équipes de pays (ou équipes sous-régionales) des Nations Unies et cinq coordonnateurs résidents. Le PAM dirige l'équipe technique de secours d'urgence des Nations Unies pour la Barbade et l'OECO. Il travaille en étroite collaboration avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'UNICEF, le PNUD, les bureaux des coordonnateurs résidents et les autres partenaires de développement pour coordonner

⁵⁷ Le projet couvre Antigua-et-Barbuda, le Belize, la Dominique, la Grenade, le Guyana, la Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines et le Suriname.

⁵⁸ Le projet, qui doit encore être approuvé définitivement, comprend la Barbade, Sainte-Lucie et le secrétariat de l'OECO.

l'appui à la CDEMA. Pour toute intervention d'urgence, le PAM se consulte avec la CDEMA, les autorités nationales, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et la communauté humanitaire.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

89. Le présent PSMPP prévoit le recours à un système de suivi rigoureux, fondé sur l'expérience acquise par le bureau de pays de la Barbade depuis sa création, qui permettra d'évaluer en continu la contribution du PAM dans les Caraïbes et d'ajuster les programmes comme de besoin. Les activités de suivi de l'effet direct stratégique 1 permettront d'évaluer les capacités régionales et nationales d'intervenir de manière efficace, équitable et efficiente face à une catastrophe. L'appui technique fourni par le PAM à ses homologues fera également l'objet d'un suivi et d'analyses. Les effets directs stratégiques 2 et 3 seront mesurés à l'aune des changements dont bénéficient directement les populations recevant une aide et de la qualité des services fournis. Comme cela a été le cas lors de l'intervention d'urgence réalisée en Dominique après le passage des ouragans en 2017, toutes les activités de suivi des processus et des effets directs tiendront compte de la problématique femmes-hommes et de l'âge, seront conçues pour assurer la responsabilité à l'égard de toutes les populations touchées et feront la distinction entre effets positifs et effets éventuellement négatifs pour l'ensemble des bénéficiaires ciblés. Dans ce contexte plurinationnel, la stratégie du PAM reposera le plus souvent sur des partenariats solides, et le PSMPP veillera à ce que le suivi des activités soit effectué conjointement, et plus particulièrement avec les homologues nationaux afin de renforcer leurs capacités de suivi et d'évaluation. Le cas échéant, le Bureau du PAM à la Barbade s'appuiera également sur les compétences du bureau régional en matière de suivi et d'évaluation.
90. Le PAM tirera les enseignements des interventions d'urgence susceptibles d'être mises en œuvre au titre des effets directs stratégiques 2 et 3. Il prévoit de réaliser au moins une évaluation décentralisée sur le renforcement des capacités de gestion des catastrophes au cours de la deuxième année du PSMPP pour faciliter l'acquisition de connaissances, renforcer la responsabilité envers les homologues gouvernementaux et les donateurs et analyser les contributions apportées par le PAM à la région dans le cadre du PSMPP et au moyen du fonds d'affectation spéciale qui l'a précédé.

5.2 Gestion des risques

91. Le PAM tient un registre des risques qui fait l'objet d'un suivi régulier, en particulier les mesures d'atténuation, afin de mieux réagir aux changements susceptibles d'intervenir dans la situation régionale. Les principaux risques sont abordés ci-après.

Risques stratégiques

92. *Chocs et catastrophes dus aux changements climatiques de plus en plus fréquents et intenses.* Les pays des Caraïbes sont parmi les plus exposés aux risques liés aux changements climatiques tels que la montée du niveau des mers, les cyclones tropicaux, l'augmentation des températures de l'air en surface et la modification du régime des précipitations. La plupart de ces pays n'ont pas les capacités opérationnelles et financières suffisantes pour gérer individuellement les risques de catastrophe majeure. Le risque qu'une catastrophe régionale de grande ampleur survienne est important et l'effet direct stratégique 1 constitue en fait une mesure d'atténuation grâce à laquelle l'augmentation des capacités nationales et régionales permettra de déclencher plus rapidement une intervention conjointe.
93. *Financement insuffisant.* L'incapacité de mobiliser des fonds pour renforcer les activités de préparation aux catastrophes pourrait remettre en question les progrès accomplis pour améliorer la capacité des pays des Caraïbes de réagir à une catastrophe de grande ampleur.

Si les financements sont insuffisants, le PAM passera en revue les activités de la CDEMA et de chaque pays et établira un ordre de priorité. Le Bureau régional de Panama participera à la mobilisation de fonds et contribuera à diversifier la base de donateurs.

94. *Gouvernements hôtes et autres partenariats.* Le PAM est un acteur important et reconnu du système de gestion des risques dans les Caraïbes, dont il contribue à renforcer les capacités nationales et régionales. Toutefois, en période de crise, les politiques et stratégies des partenaires et des donateurs pourraient donner lieu à une multitude d'offres d'aide à la région, dont certaines pourraient faire double emploi avec l'appui fourni par le PAM et gêner la bonne exécution des activités. Pour atténuer ce risque, le PAM favorisera les partenariats stratégiques et opérationnels en vue d'éviter les doublons et renforcer les complémentarités. Parallèlement, il conservera suffisamment de souplesse pour s'adapter à l'évolution de la situation des partenariats et répondre aux besoins.
95. *Considérations relatives à la problématique femmes-hommes et à l'âge.* Si l'on n'accorde pas suffisamment d'attention à la problématique femmes-hommes et que les normes sociales et le contexte dans lesquels évoluent les femmes, les hommes, les filles et les garçons ne sont pas bien compris, on risque de ne pas obtenir les résultats escomptés pour tous et éventuellement, de nuire sans le vouloir à certains segments de la population.

Risques opérationnels

96. *Livraison rapide et ciblage.* L'expérience récente acquise dans la région, notamment dans le cadre des interventions réalisées suite à la tempête tropicale Erika et aux ouragans Matthew, Irma et María, montre que les problèmes de logistique et de distribution compromettent considérablement la livraison rapide d'une aide suffisante aux populations touchées par un choc. Les systèmes de protection sociale dans plusieurs pays gagneraient à améliorer leurs mécanismes de ciblage, ce qui leur permettrait d'être mieux à même de fournir une assistance aux personnes les plus affectées. Avec l'effet direct stratégique 1, le PAM s'efforce d'atténuer ces risques en tentant de trouver une solution aux déficiences des systèmes nationaux et des mécanismes d'intervention régionaux.

Risques fiduciaires

97. *Fraude.* Le PAM prendra toutes les précautions nécessaires pour prévenir la fraude et la corruption dans ses opérations de renforcement continu des capacités et lorsque l'assistance internationale afflue en réponse à une catastrophe. À cet effet, le PAM veillera à ce que son personnel reçoive une formation appropriée et soit sensibilisé à ces questions, et établira des processus de suivi rigoureux.
98. *Sûreté.* La plupart du temps, la Barbade et la plupart des États des Caraïbes sont stables et généralement sûrs, même s'ils ne sont pas exempts d'épisodes de criminalité violente. Le PAM veillera à ce que les membres de son personnel soient bien protégés et capables d'éviter ces risques, notamment lorsqu'ils sont en déplacement sur le théâtre d'une catastrophe ou en mission pour assurer le renforcement des capacités.

Risques financiers

99. *Taux de change et prix.* Les taux de change sont plutôt stables dans la plupart des pays des Caraïbes, mais les prix peuvent accuser des hausses brusques durant les situations d'urgence. Pour éviter un gaspillage des ressources, le PAM profitera de sa récente implantation à la Barbade pour s'efforcer de passer des accords suffisamment à l'avance.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 4: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)			
Effet direct stratégique	Année 1	Année 2	Total
1	3 123 516	2 619 232	5 742 748
2	235 243	1 552 679	1 787 923
3	431 035	1 063 739	1 494 774
Total	3 789 794	5 235 650	9 025 444

100. Durant la mise en œuvre du présent PSMPP, la majorité des crédits budgétaires seront affectés à l'effet direct stratégique 1, conformément à la priorité accordée au renforcement des capacités. En coordonnant ses activités par l'intermédiaire du Plan-cadre plurinational des Nations Unies pour le développement durable et en collaboration avec la CDEMA et d'autres entités régionales et infrarégionales telles que l'OECD, le PAM s'emploiera à veiller à ce que tous les pays des Caraïbes bénéficient de cette assistance technique, que les activités s'enchaînent comme il convient et que les doubles emplois soient réduits au minimum. Les effets directs stratégiques 2 et 3 sont conçus pour répondre rapidement aux besoins immédiats des populations les plus touchées en cas de situation d'urgence de grande ampleur, mais le PAM prévoit des révisions en fonction de l'évolution des besoins. Il veillera à affecter des ressources suffisantes aux composantes relatives à la problématique femmes-hommes incluses dans toutes ses activités, qu'il s'agisse du renforcement continu des capacités ou des interventions d'urgence.

6.2 Perspectives de financement

101. Bien que son expérience récente dans les Caraïbes soit limitée, l'intervention d'urgence mise en œuvre par le PAM après le passage des ouragans Irma et María en 2017, et Dorian en 2019, a bénéficié de financements importants, dont certains se sont convertis en contributions pluriannuelles destinées à financer des améliorations systémiques dans le secteur de la gestion des risques de catastrophe. Les ressources prévues pour le renforcement à long terme des capacités de préparation sont moins importantes, mais les besoins sont également moindres. Le PAM a montré qu'il était capable de financer des programmes d'assistance technique efficaces dans la région.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

102. Le PAM a dialogué avec les donateurs pendant toute la préparation du présent PSMPP et s'emploiera à montrer que l'action qu'il mène pour renforcer ses partenariats avec les donateurs existants et élargir sa recherche de nouveaux donateurs multi- et bilatéraux donne de bons résultats. La stratégie de mobilisation des ressources s'intéressera aussi à de nouvelles sources de financement telles que le secteur et les fondations privés. Le PAM aura recours à des moyens innovants pour communiquer et mettre en vedette les résultats de ses activités de renforcement des capacités et mettra régulièrement à jour sa stratégie de mobilisation des ressources avec l'aide du bureau régional et d'autres unités techniques.

ANNEXE I**CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE MULTIPAYS PROVISOIRE ÉTABLI POUR LES CARAÏBES (2020-2021)**

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 2: Les populations touchées par une crise dans les Caraïbes sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et aux autres besoins essentiels pendant et après la crise

Catégorie d'effet direct correspondante:
Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à venir en aide aux populations risquant de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire aiguë, transitoire ou chronique

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses

Les acteurs nationaux et régionaux permettent au PAM d'intervenir au lendemain d'une situation d'urgence

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (indice des stratégies de survie en baisse)

Score de consommation alimentaire

Activités et produits

2. Fournir une aide d'urgence au moyen de transferts de type monétaire et de transferts en nature aux personnes touchées par un choc (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les personnes touchées reçoivent des transferts de type monétaire ou une assistance alimentaire en nature leur permettant de subvenir à leurs besoins alimentaires et autres besoins essentiels et de préserver leur état nutritionnel. (A. Ressources transférées)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2021, les gouvernements nationaux et les institutions publiques régionales des Caraïbes ont des capacités renforcées pour se préparer, renforcer leur résilience et faire face aux catastrophes

Catégorie d'effet direct correspondante:
Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Les acteurs régionaux et nationaux participent efficacement aux activités promues par le PSMPP.

Indicateurs d'effet direct

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités

Activités et produits

1. Fournir une assistance technique et un appui au renforcement des capacités à l'intention de la CDEMA et de ses États participants dans les domaines suivants: chaîne d'approvisionnement, télécommunications d'urgence, assistance alimentaire d'urgence, protection sociale, adaptation aux effets du changement climatique et financement des risques, plaidoyer dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les membres des communautés bénéficient de l'amélioration des systèmes d'alerte rapide, des dispositifs d'assurance et des outils d'analyse, de cartographie et de suivi de la vulnérabilité qui contribuent à accroître leur résilience face aux changements climatiques (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les membres des communautés bénéficient de l'augmentation des moyens dans les secteurs de la logistique et des télécommunications grâce au repositionnement d'équipement logistique et de matériel dans les États participants de la CDEMA les plus vulnérables, ce qui contribue à protéger leur accès à la nourriture et leurs moyens d'existence (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes vulnérables face aux chocs bénéficient de l'amélioration des méthodes d'évaluation des besoins, des processus de planification et des capacités d'analyse des institutions nationales des États participants de la CDEMA, ce qui contribue à protéger leur accès à la nourriture et leurs moyens d'existence (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes vulnérables touchées par des chocs bénéficient de systèmes renforcés de protection sociale réactifs face aux chocs dans les États participants de la CDEMA, ce qui contribue à protéger leur accès à la nourriture et leurs moyens d'existence (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD

Résultat stratégique 8: Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD (cible 16 de l'ODD 17)

Effet direct stratégique 3: Les partenaires de l'action humanitaire et du développement dans les Caraïbes ont accès à des services communs fiables, notamment un appui dans le cadre des modules de la logistique, des télécommunications d'urgence et de la sécurité alimentaire pendant toute la durée des crises

Catégorie d'effet direct correspondante:
Amélioration des plateformes de coordination communes

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses

Les acteurs nationaux et régionaux demandent l'amélioration des services communs

Indicateurs d'effet direct

Taux de satisfaction des usagers

Activités et produits**3. Recourir aux modules dirigés ou codirigés par le PAM pour fournir un appui à la CDEMA, aux autorités nationales de gestion des catastrophes et autres partenaires concernés afin d'améliorer les interventions d'urgence (Prestation de services et plateformes)**

Les populations touchées bénéficient des services de télécommunication d'urgence fournis aux cellules nationales de gestion des catastrophes, aux organismes humanitaires et aux partenaires, qui leur permettent de recevoir rapidement une assistance d'une importance vitale (H. Services et plateformes partagés mis à disposition)

Les populations touchées bénéficient des activités de coordination et de gestion de l'information du module de la sécurité alimentaire, qui leur permettent de recevoir rapidement une assistance humanitaire (H. Services et plateformes partagés mis à disposition)

Les populations touchées bénéficient des services du module de la logistique fournis aux cellules nationales de gestion des catastrophes, aux organismes humanitaires et aux partenaires, qui leur permettent de recevoir rapidement des denrées alimentaires et médicales d'une importance vitale (H. Services et plateformes partagés mis à disposition)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité****Résultats transversaux**

C.2.2: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans rencontrer de problèmes de sécurité

C.2.3: Proportion de personnes ciblées indiquant que les programmes du PAM respectent leur dignité

C.2.4: Proportion de personnes ciblées ayant librement accès aux programmes du PAM

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Résultats transversaux**

C.3.1: Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2: Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3: Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (en dollars)				
	Résultat stratégique 5, cible 9 de l'ODD 17	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 8, cible 16 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	
Domaine d'action privilégié	Renforcement de la résilience	Intervention face à une crise	Intervention face à une crise	
Transfert	4 583 793	1 391 650	1 226 588	7 202 031
Mise en œuvre	598 594	229 130	126 122	953 847
Coûts d'appui directs ajustés	209 864	58 020	50 834	318 718
Total partiel	5 392 251	1 678 800	1 403 544	8 474 596
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	350 496	109 122	91 230	550 849
Total	5 742 748	1 787 923	1 494 774	9 025 444

Liste des sigles utilisés dans le présent document

CARICOM	Communauté des Caraïbes
CDEMA	Agence caraïbe pour les secours d'urgence en cas de catastrophe naturelle
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement rural
ODD	objectif de développement durable
OECO	Organisation des États des Caraïbes orientales
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
PEID	petits États insulaires en développement
PIB	produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSMPP	plan stratégique multipays provisoire
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance